

**Règlement grand-ducal du 15 mai 2018 portant déclaration d'obligation générale d'un accord concernant un avenant à la convention de travail pour les salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social (CCT SAS) signée le 22 août 2017.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article L.164-8 du Code du Travail ;

Sur proposition concordante des assesseurs de l'Office national de conciliation et sur avis des chambres professionnelles compétentes ;

Vu l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et après délibération du Gouvernement en conseil ;

*Arrêtons :*

**Art. 1<sup>er</sup>.**

L'accord concernant un avenant à la convention collective de travail pour les salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social (CCT SAS) signée le 22 août 2017 est déclaré d'obligation générale pour tout le secteur.

**Art. 2.**

Conformément au paragraphe (5) de l'article L.164-8 du Code du travail, la déclaration d'obligation générale prend effet à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord concernant un avenant à la convention collective de travail pour les salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social.

**Art. 3.**

Notre ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg avec l'accord signé le 9 février 2018.

*Le Ministre du Travail, de l'Emploi  
et de l'Économie sociale et solidaire,*  
**Nicolas Schmit**

Palais de Luxembourg, le 15 mai 2018.  
**Henri**

## **Accord concernant un avenant à la convention collective de travail pour les salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social (CCT SAS) signée le 22 août 2017**

Vu la CCT SAS signée en date du 22 août 2017 et déclarée d'obligation générale par le Conseil de Gouvernement en date du 18 octobre 2017 (Règlement grand-ducal du 28 octobre 2017 ; Mémorial n°A952 du 31/10/2017) ;

Vu la décision du Conseil de Gouvernement en date du 14 juillet 2017, prise sur l'avis de la commission paritaire ASFT au titre des mesures prévues pour les salariés de l'État dans les conventions collectives de 2010 et 2016, des mesures du M-Pass et des économies réalisées par l'État ;

Vu l'accord salarial signé entre le Gouvernement et la CGFP en date du 5 décembre 2016 ;

Les parties, composées d'une part par les fédérations patronales :

1. La Fédération COPAS a.s.b.l., en abrégé COPAS, association sans but lucratif, ayant son siège social à Livange, ruede Turi, représentée par Monsieur Marc Fischbach, président, et Monsieur Michel Simonis, trésorier ;
2. La Fédération des Acteurs du Secteur social au Luxembourg, en abrégé FEDAS Luxembourg, association sans but lucratif, anciennement dénommée Entente des Gestionnaires des Centres d'Accueil a.s.b.l. (E.G.C.A) et ayant repris l'activité et les membres de l'Entente des Foyers de Jour a.s.b.l. le 1<sup>er</sup> janvier 2018, avec siège social à Howald, 4, rue Jos Felten, représentée par Monsieur Marc Crochet, vice-président, et Monsieur Gérard Albers, vice-président ;
3. L'Entente des Gestionnaires des Maisons de Jeunes a.s.b.l., en abrégé EGMJ, association sans but lucratif, ayant son siège social à Luxembourg, 87, route de Thionville, représentée par Monsieur Roger Faber, président, et Monsieur Alain Cornély, trésorier ;

et d'autre part par les organisations syndicales :

1. La Confédération Syndicale Indépendante, Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg (OGBL), établie à Esch-sur-Alzette, 60, bd. J.F. Kennedy, représentée par Madame Nora Back, secrétaire centrale et par Madame Irène Schortgen, secrétaire centrale adjointe du Syndicat Santé, Services sociaux et éducatifs ;
2. La Confédération Luxembourgeoise des Syndicats Chrétiens, Lëtzebuerger Chrëschtliche Gewerkschaftsbond (LCGB), établie à Luxembourg, 11, rue du Commerce, représentée par Madame Céline Conter, secrétaire syndicale et Madame Paula Gonçalves, secrétaire syndicale ;

ont convenu en date de ce jour de ce qui suit :

### **I. L'avenant à la CCT SAS**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Un cinquième paragraphe est ajouté à l'article 35 de la CCT SAS entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2017. Ce paragraphe a la teneur suivante :

«

5. Les salariés visés au second alinéa de l'article 35(4) ci-avant, qui ont choisi de conserver comme droit acquis leur ancienne carrière au moins jusqu'au 31 décembre 2017 et qui sont encore, au 31 janvier 2018, en service auprès du même employeur, bénéficieront d'une prime extraordinaire et unique de 324 Euros au titre de l'exercice 2017. Le salarié entré en service en cours d'année reçoit autant de douzièmes de cette prime qu'il a presté de mois en 2017, depuis son entrée auprès de son employeur au 31 janvier 2018. Le droit à cette prime ne naît qu'à partir d'un minimum de 3 mois de travail prestés au cours de l'année 2017 dans le champ d'application de la CCT SAS. La fraction de mois de travail dépassant 15 jours de calendrier est comptée comme mois de travail entier, les autres périodes de travail n'étant pas considérées. Le montant de la prime est proratisé pour les salariés engagés à temps partiel en fonction de leur tâche occupée en 2017. La prime extraordinaire et unique sera payable le mois suivant la publication de la déclaration d'obligation générale au Journal Officiel sous déduction de retenues légales.

»

**Article 2**

Un sixième paragraphe est ajouté à l'article 35 de la CCT SAS entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2017. Ce paragraphe a la teneur suivante :

«

6. Les salariés visés au second alinéa de l'article 35(4), qui ont choisi de conserver comme droit acquis leur ancienne carrière bénéficieront à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 d'une augmentation de 2 points indiciaires par mois. Cette augmentation est due tant qu'ils restent dans cette ancienne carrière. Elle est proratisée pour les salariés engagés à temps partiel. La grille de rémunération modifiée est annexée à la présente CCT SAS.

»

**Article 3**

Au second alinéa de l'article 35(4) est ajoutée la phrase suivante : « Par dérogation à ce qui précède, les demandes pour le changement de carrière au 1<sup>er</sup> octobre 2017, introduites jusqu'au 31 octobre 2017 prendront effet rétroactivement au 1<sup>er</sup> octobre 2017. »

**Article 4**

Dans le tableau des professions par carrière figurant à l'article 23 de la CCT SAS, la profession d'ATM de laboratoire est retirée de la carrière C5\* et classée dans la carrière C5.

**II . Autres éléments de l'accord****Article 5**

Les parties conviennent que la prime prévue à l'article 1<sup>er</sup> ci-avant est financée par le différentiel de 0,05 % de la masse salariale représentant le solde restant de l'enveloppe de 0,20 % pour l'année 2017 tel qu'accordée par le Conseil de Gouvernement en date du 14 juillet 2017 sur l'avis de la commission paritaire ASFT.

L'augmentation prévue à l'article 2 ci-avant est financée :

- par le différentiel de 0,05 % de la masse salariale représentant le solde restant de l'enveloppe de 0,20 % dû à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 tel qu'accordée par le Conseil de Gouvernement en date du 14 juillet 2017 sur l'avis de la commission paritaire ASFT ;
- et par l'augmentation de l'enveloppe qui sera accordée par le Conseil de Gouvernement sur avis de la Commission paritaire ASFT suite à l'entrée en vigueur de l'accord salarial signé entre le Gouvernement et la CGFP en date du 5 décembre 2016, pour le solde.

**Article 6**

Les parties conviennent de discuter de la question de l'appartenance de la profession de « secouriste-ambulancier » au champ d'application de la CCT SAS.

**Article 7**

Les parties entreprendront les démarches en vue de la déclaration d'obligation générale de l'avenant à la CCT SAS. Au cas où la déclaration d'obligation générale n'est pas prononcée conformément aux dispositions légales, l'avenant sera à considérer comme nul et non avenu.

Fait en six exemplaires à Howald, le 9 février 2018, dont un pour chaque partie signataire du présent accord, et le sixième exemplaire pour les besoins de la procédure en vue de la déclaration d'obligation générale.

**1. Pour la COPAS,**

Michel Simonis  
*Trésorier*

Marc Fischbach  
*Président*

**2. Pour la FEDAS Luxembourg,**

Gérard Albers  
*Vice-président*

Marc Crochet  
*Vice-président*

**3. Pour l'EGMJ,**

Alain Cornély  
*Trésorier*

Roger Faber  
*Président*

**4. Pour l'OGBL,**

Irène Schortgen  
*Secrétaire centrale adjointe*

Nora Back  
*Secrétaire centrale*

**5. Pour le LCGB,**

Paula Gonçalves  
*Secrétaire syndicale*

Céline Conter  
*Secrétaire syndicale*

**ANNEXE I : Grille de rémunération prévue à l'article 35(6) de la CCT SAS**

Carrières	PA1	PA1b	PA3	PA3b	PA4	PA4b	PA5	PA5b	PA6	PA6b	PA7	PAM3	PAM3b
0	359	359	210	210	167	167	159	159	145	145	140	117	117
1	367	367	215	215	173	173	163	163	148	148	140	119	119
2	375	375	223	223	178	178	168	168	152	152	149	122	122
3	383	383	229	229	184	184	172	172	156	156	149	124	124
4	392	392	236	236	189	189	178	178	160	160	158	127	127
5	400	400	242	242	195	195	181	181	164	164	158	129	135
6	408	408	249	249	200	200	187	187	168	168	167	131	137
7	449	449	256	256	206	206	190	190	172	172	167	134	140
8	458	458	262	262	211	211	196	202	176	182	176	136	142
9	465	465	269	269	217	226	201	208	180	186	176	139	145
10	473	473	275	290	223	232	205	213	184	191	185	141	147
11	482	482	282	296	228	239	210	219	188	196	185	144	150
12	490	490	288	303	234	245	214	224	192	200	193	146	152
13	498	498	295	309	239	252	219	229	196	205	193	148	154
14	506	506	301	316	245	258	223	235	200	210	201	151	157
15	515	515	308	322	250	265	228	240	204	214	201	153	159
16	522	522	315	329	256	272	230	242	208	219	209	156	162
17	522	522	319	333	261	278	231	243	212	224	209	158	164
18	522	522	323	337	263	280	233	245	213	225	217	160	166
19	522	522	327	341	265	282	235	247	215	227	217	163	169
20	522	522	331	346	267	283	236	249	217	229	225	165	171
21	522	522	336	350	268	285	238	250	218	230	225	168	174
22	522	522	340	354	270	287	240	252	220	232	233	170	176
23	522	522	344	358	272	289	241	254	222	234	233	173	179
24	522	535	348	363	274	290	243	255	224	235	233	175	181
25	522	535	353	367	275	292	245	257	225	237	233	177	183
26	522	535	357	371	277	294	246	259	227	239	233	181	187
27	522	535	361	375	279	295	248	260	229	240	233	181	187
28	522	535	365	379	281	297	250	262	230	242	233	181	187
29	522	535	369	384	282	299	251	264	232	244	233	181	187
30	522	535	374	388	284	301	253	265	234	246	233	181	187
31	522	535	378	392	286	302	255	267	235	247	233	181	187
32	522	535	382	396	288	304	256	269	237	249	233	181	187
33	522	535	386	401	289	306	258	270	239	251	233	181	187
34	522	535	391	405	291	308	260	272	240	252	233	181	187
35	522	535	395	409	293	309	261	274	242	254	233	181	187

36	522	535	399	413	294	311	263	275	244	256	233	181	187
37	522	535	403	417	296	313	265	277	245	257	233	181	187
38	522	535	407	422	298	315	266	279	247	259	233	181	187
39	522	535	412	426	300	316	268	280	249	261	233	181	187
40	522	535	412	426	300	316	268	280	249	261	233	181	187
41	522	535	412	426	300	316	268	280	249	261	233	181	187
42	522	535	412	426	300	316	268	280	249	261	233	181	187
43	522	535	412	426	300	316	268	280	249	261	233	181	187
44	522	535	412	426	300	316	268	280	249	261	233	181	187
45	522	535	412	426	300	316	268	280	249	261	233	181	187
46	522	535	412	426	300	316	268	280	249	261	233	181	187
47	522	535	412	426	300	316	268	280	249	261	233	181	187
48	522	535	412	426	300	316	268	280	249	261	233	181	187
49	522	535	412	426	300	316	268	280	249	261	233	181	187
50	522	535	412	426	300	316	268	280	249	261	233	181	187

Carrières	PE1	PE1b	PE4	PE4b	PE6	PE6b	PE6c	PE7	PE7b	PS1	PS5
0	359	359	210	210	180	180	180	157	157	286	157
1	367	367	215	215	185	185	185	162	162	297	162
2	375	375	223	223	190	190	190	166	166	307	167
3	383	383	229	229	195	195	195	171	171	318	173
4	392	392	236	236	200	200	200	176	176	329	178
5	400	400	242	242	205	205	205	180	180	339	183
6	408	408	249	249	210	210	210	185	185	350	188
7	449	449	256	256	215	215	215	190	190	360	194
8	458	458	262	262	221	221	221	194	194	371	199
9	465	465	269	269	225	225	225	199	199	381	204
10	473	473	275	290	230	230	230	204	215	392	209
11	482	482	282	296	234	234	234	208	219	403	215
12	490	490	288	303	239	250	239	213	224	413	220
13	498	498	295	309	244	255	244	218	229	424	225
14	506	506	301	316	249	260	249	222	233	434	230
15	515	515	308	322	254	265	254	227	238	445	235
16	522	522	315	329	259	270	259	232	243	455	241
17	522	522	319	333	264	275	264	236	247	466	246
18	522	522	323	337	269	280	269	241	252	477	251
19	522	522	327	341	274	285	274	246	257	487	256
20	522	522	331	346	279	290	279	250	261	487	262
21	522	522	336	350	284	295	284	255	266	487	267
22	522	522	340	354	289	300	289	260	269	487	271
23	522	522	344	358	294	305	316	264	271	487	271
24	522	535	348	363	299	310	321	269	271	487	271
25	522	535	353	367	304	315	325	271	271	487	271
26	522	535	357	371	309	320	331	271	271	488	271
27	522	535	361	375	314	324	336	271	271	488	271
28	522	535	365	379	319	329	338	271	271	488	271
29	522	535	369	384	323	339	338	271	271	488	271
30	522	535	374	388	328	339	339	271	271	488	271
31	522	535	378	392	333	339	339	271	271	488	271
32	522	535	382	396	339	339	339	271	271	488	271
33	522	535	386	401	339	339	339	271	271	488	271
34	522	535	391	405	339	339	339	271	271	488	271
35	522	535	395	409	339	339	339	271	271	488	271
36	522	535	399	413	339	339	339	271	271	488	271

37	522	535	403	417	339	339	339	271	271	488	271
38	522	535	407	422	339	339	339	271	271	488	271
39	522	535	412	426	339	339	339	271	271	488	271
40	522	535	412	426	339	339	339	271	271	488	271
41	522	535	412	426	339	339	339	271	271	488	271
42	522	535	412	426	339	339	339	271	271	488	271
43	522	535	412	426	339	339	339	271	271	488	271
44	522	535	412	426	339	339	339	271	271	488	271
45	522	535	412	426	339	339	339	271	271	488	271
46	522	535	412	426	339	339	339	271	271	488	271
47	522	535	412	426	339	339	339	271	271	488	271
48	522	535	412	426	339	339	339	271	271	488	271
49	522	535	412	426	339	339	339	271	271	488	271
50	522	535	412	426	339	339	339	271	271	488	271

\_\_\_\_\_







## **Règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> juin 2018 fixant les conditions de commercialisation, de production et de certification des semences de plantes fourragères.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 18 mars 2008 sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques ;

Vu la directive 66/401/CEE du Conseil du 14 juin 1966 concernant la commercialisation des semences de plantes fourragères ;

Vu la directive d'exécution (UE) 2016/2109 de la Commission du 1<sup>er</sup> décembre 2016 modifiant la directive 66/401/CEE du Conseil en ce qui concerne l'inclusion de nouvelles espèces et le nom botanique de l'espèce *Lolium ×boucheanum* Kunth ;

Vu l'avis de la Chambre d'agriculture et de la Chambre de commerce ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

*Arrêtons :*

### **Chapitre 1<sup>er</sup> - Commercialisation des semences de plantes fourragères**

#### **Art. 1<sup>er</sup>.**

Le présent règlement concerne la production en vue de la commercialisation ainsi que la commercialisation à l'intérieur de l'Union européenne de semences de plantes fourragères.

Il ne s'applique pas aux semences de plantes fourragères dont il est prouvé qu'elles sont destinées à l'exportation vers des pays tiers.

#### **Art. 2.**

(1) Au sens du présent règlement, on entend par « commercialisation » la vente, la détention en vue de la vente, l'offre de vente et toute cession, toute fourniture ou tout transfert, en vue d'une exploitation commerciale de semences à des tiers, que ce soit contre rémunération ou non.

(2) Ne relèvent pas de la commercialisation les échanges de semences qui ne visent pas une exploitation commerciale de la variété, tels que les opérations suivantes :

1° la fourniture de semences à des organismes officiels d'expérimentation et d'inspection,

2° la fourniture de semences à des prestataires de services, en vue de la transformation ou du conditionnement, pour autant que le prestataire de service n'acquière pas un titre sur la semence ainsi fournie.

(3) La fourniture de semences, sous certaines conditions, à des prestataires de services, en vue de la production de certaines matières premières agricoles, destinées à un usage industriel, ou de la propagation de semences à cet effet, ne relève pas de la commercialisation, pour autant que le prestataire de services n'acquière un titre ni sur la semence ainsi fournie ni sur le produit de la récolte. Le fournisseur de semences fournira à l'autorité de certification une copie des parties correspondantes du contrat conclu avec

le prestataire de services et ce contrat devra comporter les normes et conditions actuellement remplies par la semence fournie.

### Art. 3.

(1) Au sens du présent règlement, on entend par :

1° « Plantes fourragères » : les plantes des genres et espèces énumérées à l'annexe I.

2° « Semences de base » :

1. Semences de variétés sélectionnées : les semences,

- a) qui ont été produites sous la responsabilité de l'obteneur selon les règles de sélection conservatrice en ce qui concerne la variété ;
- b) qui sont prévues pour la production de semences de la catégorie « semences certifiées » ;
- c) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 11, aux conditions prévues aux annexes III et IV pour les semences de base et
- d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe IV, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux lettres a), b) et c) ont été respectées.

2. Semences de variétés de pays ou locales : les semences,

- a) qui ont été produites sous contrôle officiel, à partir de matériels officiellement admis en tant que variétés de pays ou locales dans une ou plusieurs exploitations situées dans une région d'origine nettement délimitée ;
- b) qui sont prévues pour la production de semences de la catégorie « semences certifiées » ;
- c) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 11, aux conditions prévues aux annexes III et IV pour les semences de base et
- d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe IV, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux lettres a), b) et c) ont été respectées ;

3° « Semences certifiées » : les semences de toutes les semences énumérées à l'annexe I autres que *Lupinus spp.*, *Pisum sativum*, *Vicia spp.*, ainsi que *Medicago sativa* :

- a) qui proviennent directement de semences de base ou, à la demande de l'obteneur, de semences d'une génération antérieure aux semences de base qui ont répondu, lors d'un examen officiel, aux conditions prévues aux annexes III et IV pour les semences de base ;
- b) qui sont destinées à des fins autres que la production de semences ;
- c) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 11, aux conditions prévues aux annexes III et IV pour les semences certifiées et
- d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux lettres a), b) et c) ont été respectées ;

4° « Semences certifiées de la première génération », les semences de *Lupinus spp.*, de *Pisum sativum*, de *Vicia spp.* ainsi que de *Medicago sativa* :

- a) qui proviennent directement de semences de base ou, à la demande de l'obteneur, de semences d'une génération antérieure aux semences de base qui sont susceptibles de répondre et ont répondu, lors d'un examen officiel, aux conditions fixées aux annexes III et IV pour les semences de base ;
- b) qui sont destinées à la production de semences de la catégorie « semences certifiées », seconde génération ou à des fins autres que la production de semences de plantes fourragères ;
- c) qui répondent, sous réserve de l'article 11, aux conditions fixées aux annexes III et IV pour les semences certifiées ;
- d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux lettres a), b) et c) ont été respectées ;

5° « Semences certifiées de la seconde génération » les semences de *Lupinus spp.*, de *Pisum sativum*, de *Vicia spp.* ainsi que de *Medicago sativa* :

- a) qui proviennent directement de semences de base, de semences certifiées de première génération ou, à la demande de l'obteneur, de semences d'une génération antérieure aux semences de base

- qui sont susceptibles de répondre et ont répondu, lors d'un examen officiel, aux conditions fixées aux annexes III et IV pour les semences de base ;
- b) qui sont destinées à d'autres fins que la production de semences de plantes fourragères ;
  - c) qui répondent, sous réserve de l'article 11, aux conditions fixées aux annexes III et IV pour les semences certifiées ;
  - d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux lettres a), b) et c) ont été respectées ;
- 6° « Semences commerciales », les semences :
- a) qui possèdent l'identité de l'espèce ;
  - b) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 11, aux conditions prévues à l'annexe IV pour les semences commerciales et
  - c) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel, ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux lettres a), b) et c) ont été respectées ;
- 7° « Petits emballages CE A » : les emballages contenant un mélange de semences qui ne sont pas destinées à être utilisées en tant que plantes fourragères, à concurrence d'un poids net de 2 kilogrammes à l'exclusion, le cas échéant, des pesticides granulés, des substances d'enrobage ou d'autres additifs solides ;
- 8° « Petits emballages CE B » : les emballages contenant des semences de base, des semences certifiées, des semences commerciales ou – pour autant qu'il ne s'agit pas de petits emballages CE A – un mélange de semences, à concurrence d'un poids net de 10 kilogrammes à l'exclusion, le cas échéant, des pesticides granulés, des substances d'enrobage ou d'autres additifs solides ;
- 9° « Contrôle officiel » : l'inspection des cultures sur pied et l'examen des semences après la récolte, effectués par un des organismes officiels de contrôle visés à l'article 5, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi du 18 mars 2008 sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques.

#### Art. 4.

Lorsque l'examen sous contrôle officiel visé à l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 2°, numéro 1, lettre d), au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 2°, numéro 2, lettre d), au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 5°, lettre d), et au paragraphe 1<sup>er</sup>, numéro 6°, lettre d), est effectué, les conditions suivantes sont respectées :

##### 1° Inspection sur pied

###### a) Les inspecteurs :

1. possèdent les qualifications techniques nécessaires ;
2. ne tirent aucun profit personnel de la pratique des inspections ;
3. sont officiellement agréés par l'autorité de contrôle de la certification des semences, cet agrément comportant la signature d'un engagement écrit de se conformer aux règles régissant les examens officiels ;
4. effectuent les inspections sous contrôle officiel conformément aux règles applicables aux inspections officielles.

b) La culture de semences à inspecter est réalisée à partir de semences qui ont subi un contrôle officiel à posteriori, dont les résultats ont été satisfaisants.

c) Une proportion des cultures de semences fait l'objet d'une inspection par des inspecteurs officiels. Cette proportion est de 5 pour cent au moins.

d) Une partie des échantillons des lots de semences récoltés à partir des cultures de semences est prélevée pour contrôle officiel à posteriori et, le cas échéant, pour contrôle officiel en laboratoire de l'identité et de la pureté variétales.

e) Lorsque des inspecteurs officiellement agréés transgressent, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels, l'agrément visé à la lettre a), numéro 3, est retiré. Dans ce cas, toute certification des semences examinées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

## 2° Essais de semences

- a) Les essais des semences sont effectués par les laboratoires d'essai de semences qui ont été agréés à cet effet par l'autorité de contrôle de la certification des semences, dans les conditions prévues aux lettres b) à d).
- b) Le laboratoire chargé des essais de semences doit disposer d'un analyste de semences en chef assumant la responsabilité directe des opérations techniques du laboratoire et possédant les qualifications requises pour la gestion technique d'un laboratoire d'essai de semences. Les analystes de semences du laboratoire doivent avoir la qualification technique nécessaire, obtenue dans le cadre de cours de formation organisés dans les conditions applicables aux analystes officiels de semences et sanctionnée par des examens officiels. Le laboratoire doit être installé dans des locaux et doté d'un équipement officiellement considéré par l'autorité de contrôle de la certification des semences comme satisfaisant aux fins de l'essai des semences, dans le champ d'application de l'autorisation. Il procède aux essais des semences conformément aux méthodes internationales en vigueur.
- c) Le laboratoire chargé des essais de semences est :
  1. un laboratoire indépendant, ou
  2. un laboratoire appartenant à une entreprise semencière. Dans le cas visé au point ii), le laboratoire ne peut effectuer des essais de semences que sur des lots de semences produits au nom de l'entreprise semencière à laquelle il appartient, sauf dispositions contraires convenues entre l'entreprise semencière à laquelle il appartient, le demandeur de la certification et l'autorité responsable de la certification des semences.
- d) Les activités d'essai des semences du laboratoire sont soumises au contrôle de l'autorité de contrôle de la certification des semences.
- e) Aux fins du contrôle visé à la lettre d), une proportion déterminée des lots de semences présentés en vue de la certification officielle fait l'objet d'un essai de contrôle sous forme d'un essai officiel des semences. Cette proportion est, par principe, répartie aussi régulièrement que possible entre les personnes physiques et morales qui présentent des semences à la certification, et entre les espèces présentées, mais peut aussi viser à éliminer certains doutes. Cette proportion est de 5 pour cent au moins.
- f) Lorsque des laboratoires d'essais de semences officiellement agréés transgressent, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels, l'agrément visé à la lettre a) est retiré. Dans ce cas toute certification des semences examinées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

### Art. 5.

- (1) Les semences énumérées à l'annexe II ne peuvent être commercialisées que si elles ont été officiellement certifiées « semences de base » ou « semences certifiées ».
- (2) Les semences de genres et espèces de plantes fourragères autres que celles énumérées à l'annexe II ne peuvent être commercialisées que s'il s'agit soit de semences qui ont été officiellement certifiées « semences de base » ou « semences certifiées », soit de « semences commerciales ».
- (3) Les examens officiels sont effectués selon les méthodes internationales en usage, dans la mesure où de telles méthodes existent.

### Art. 6.

Nonobstant les dispositions de l'article 5, paragraphe 1<sup>er</sup>, peuvent être commercialisées :

- 1° les semences de sélection de générations antérieures aux semences de base et
- 2° les semences brutes, commercialisées pour la transformation, sous réserve que leur identité soit garantie.

**Art. 7.**

Ne peuvent être commercialisées que les semences de variétés inscrites soit à la liste nationale des variétés, mentionnée à l'article 10 de la loi du 18 mars 2008 sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques, soit au catalogue commun des variétés des espèces agricoles.

**Art. 8.**

(1) Par dérogation aux exigences en matière de certification prévues à l'article 5, les semences d'une variété de conservation, telle que définie par le règlement grand-ducal modifié du 5 juillet 2004 concernant le catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes, peuvent être mises sur le marché si elles satisfont aux dispositions des paragraphes 2 et 3.

(2) Les semences sont issues de semences produites selon des règles de sélection conservatrice bien définies par le producteur pour la variété en question.

(3) a) Les semences satisfont aux exigences relatives à la certification des semences certifiées, à l'exclusion de celles afférentes à la pureté variétale et à l'examen officiel ou sous contrôle officiel.

b) Les semences doivent présenter une pureté variétale suffisante.

(4) Les semences d'une variété de conservation sont uniquement produites dans la région d'origine. Si les conditions afférentes à la certification fixées au paragraphe 3 ne peuvent pas être remplies dans cette région en raison d'un problème environnemental spécifique, la production de semences est autorisée dans des régions supplémentaires, en tenant compte des informations provenant des autorités responsables pour les ressources phytogénétiques ou d'organisations reconnues à cette fin par les États membres. Toutefois, les semences produites dans ces régions supplémentaires ne peuvent être utilisées que dans les régions d'origine. Les régions supplémentaires dans lesquelles sont produites les semences de variétés de conservation sont communiquées à la Commission européenne et aux autres États membres pour accord.

(5) Des analyses sont réalisées pour vérifier que les semences de variétés de conservation satisfont aux exigences relatives à la certification fixées au paragraphe 3. Ces analyses sont réalisées conformément aux méthodes internationales actuellement établies ou, si de telles méthodes n'existent pas, conformément à toute méthode appropriée.

(6) Aux fins des analyses visées au paragraphe 5, les échantillons sont prélevés sur des lots homogènes. Les règles relatives au poids des lots et au poids des échantillons, telles que prévues à l'article 14, paragraphe 2, s'appliquent.

**Art. 9.**

Les semences d'une variété de conservation sont uniquement commercialisées aux conditions suivantes :

1° Les semences ont été produites uniquement dans la région d'origine de la variété en question ou d'une région visée à l'article 8, paragraphe 4.

2° La commercialisation est limitée à la région d'origine de la variété.

3° Pour chaque variété de conservation, la quantité de semences commercialisée n'excède pas la quantité nécessaire pour ensemercer 100 hectares. Cependant, pour une espèce de plantes fourragères donnée, la quantité totale de semences de variétés de conservation commercialisée n'excède pas 10 pour cent de la quantité de semences utilisée annuellement sur le territoire national. Si ce pourcentage correspond à une quantité inférieure à celle nécessaire pour ensemercer 100 hectares, la quantité maximale de semences d'une variété de conservation utilisée annuellement sur le territoire national pour une espèce de plantes fourragères donnée, peut être accrue de manière à équivaloir la quantité nécessaire pour ensemercer 100 hectares. À cette fin, les producteurs doivent indiquer à l'organisme de contrôle visé à l'article 3, point 9°, avant le début de chaque saison de production, la superficie et la localisation des parcelles destinées à la production de semences de variétés de conservation. Si sur base de ces informations, les quantités maximales fixées précédemment risquent d'être dépassées, un quota, qui peut être commercialisé durant la saison de production en question, est attribué à chaque producteur.

**Art. 10.**

(1) L'organisme de contrôle visé à l'article 3, point 9°, vérifie par des contrôles officiels que les cultures de semences d'une variété de conservation satisfont aux dispositions du présent règlement en accordant une attention particulière aux lieux de production et aux quantités des semences de variétés de conservation.

(2) Les semences de variétés de conservation sont soumises à un contrôle officiel effectué à posteriori par sondage en ce qui concerne leur identité et leur pureté variétales.

(3) Les fournisseurs de semences de variétés de conservation, opérant sur le territoire national, indiquent pour chaque saison de production, la quantité de semences de chaque variété de conservation mise sur le marché.

**Art. 11.**

En dérogation aux dispositions de l'article 5, dans l'intérêt d'un approvisionnement rapide en semences, l'organisme officiel de contrôle peut autoriser la certification officielle ou l'admission officielle et la commercialisation jusqu'au premier destinataire commercial des semences des catégories « semences de base », « semences certifiées » ou « semences commerciales », pour lesquelles ne serait pas terminé l'examen officiel destiné à contrôler le respect des conditions énoncées à l'annexe IV en ce qui concerne la faculté germinative.

La certification ou l'admission n'est accordée que sur présentation d'un rapport d'analyse provisoire des semences et à condition que soient indiqués le nom et l'adresse du premier destinataire. Toutes dispositions utiles sont prises pour que le fournisseur garantisse la faculté germinative constatée lors de l'analyse provisoire.

L'indication de cette faculté germinative doit figurer, pour la commercialisation, sur une étiquette spéciale portant les nom et adresse du fournisseur et le numéro de référence du lot.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux semences importées des pays tiers, sauf les cas prévus à l'article 28.

**Art. 12.**

La description éventuellement requise des composants généalogiques est, à la demande de l'obteneur, tenue confidentielle.

**Art. 13.**

Nonobstant les dispositions de l'article 5 paragraphe 1<sup>er</sup>, les producteurs sont autorisés à commercialiser :

- a) de petites quantités de semences, dans des buts scientifiques ou pour des travaux de sélection ;
- b) des quantités appropriées de semences destinées à d'autres fins, d'essai ou d'expérimentation, dans la mesure où elles appartiennent à des variétés pour lesquelles une demande d'inscription au catalogue a été déposée.

Dans le cas du matériel génétiquement modifié, cette autorisation ne peut être accordée que si toutes les mesures appropriées ont été prises pour éviter les risques pour la santé humaine et l'environnement. L'évaluation des risques pour la santé humaine et l'environnement à laquelle il doit être procédé à cet égard, doit être effectuée selon les dispositions de la loi modifiée du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés.

**Art. 14.**

(1) Au cours de la procédure de contrôle des variétés et de l'examen des semences pour la certification, les échantillons sont prélevés officiellement ou sous contrôle officiel selon des méthodes appropriées. Toutefois, le prélèvement d'échantillons aux fins des contrôles au cours de la commercialisation, effectué au moins par sondage, en vue de vérifier le respect des conditions prévues par la présente directive est effectué officiellement.

(2) Au cours de l'examen des semences pour la certification, les échantillons sont prélevés sur des lots homogènes; le poids maximal d'un lot et le poids minimal d'un échantillon sont indiqués à l'annexe IV.

(3) Lorsque le prélèvement de semences sous contrôle officiel prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> est effectué, les conditions suivantes sont respectées :

- a) l'échantillonnage des semences est effectué par des échantillonneurs autorisés à cet effet par l'autorité de contrôle de la certification des semences dans les conditions prévues aux lettres b), c) et d) ;
- b) les échantillonneurs doivent avoir la qualification technique nécessaire, obtenue dans le cadre de cours de formation organisés dans les conditions applicables aux échantillonneurs officiels de semences et sanctionnée par des examens officiels. Ils procèdent à l'échantillonnage des semences conformément aux méthodes internationales en vigueur ;
- c) les échantillonneurs de semences sont :
  - 1) des personnes physiques indépendantes ;
  - 2) des personnes employées par des personnes physiques ou morales dont les activités n'impliquent pas la production de semences, la culture de semences, le traitement de semences ou la commercialisation de semences ; ou
  - 3) des personnes employées par des personnes physiques ou morales dont les activités impliquent la production de semences, la culture de semences, le traitement de semences, ou la commercialisation de semences. Dans le cas visé au point iii), un échantillonneur ne peut prélever des échantillons que sur des lots de semences produits au nom de son employeur, sauf dispositions contraires convenues entre son employeur, le demandeur d'une certification et l'autorité de certification des semences ;
- d) le travail des échantillonneurs de semences est soumis au contrôle de l'autorité de contrôle responsable de la certification des semences. En cas d'échantillonnage automatique, il y a lieu d'appliquer les procédures appropriées, lesquelles font l'objet d'un contrôle officiel ;
- e) aux fins du contrôle visé à la lettre d), une proportion des lots de semences présentés en vue de la certification officielle fait l'objet d'un essai de contrôle par des échantillonneurs de semences officiels. Cette proportion est, par principe, répartie aussi régulièrement que possible entre les personnes physiques et morales qui présentent des semences à la certification, et entre les espèces présentées, mais peut aussi viser à éliminer certains doutes. Cette proportion est de 5 pour cent au moins. Ces essais de contrôle ne s'appliquent pas à l'échantillonnage automatique. Les échantillons de semences prélevés officiellement sont comparés avec ceux du même lot de semences prélevé sous contrôle officiel ;
- f) Lorsque des échantillonneurs de semences officiellement agréés transgressent, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels, l'agrément visé à la lettre a) est retiré. Dans ce cas, toute certification des semences échantillonnées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

#### **Art. 15.**

Les semences de base, les semences certifiées et les semences commerciales ne peuvent être commercialisées qu'en lots suffisamment homogènes et dans des emballages fermés, munis, conformément aux dispositions des articles 18, 19 ou 20, d'un système de fermeture et d'un marquage.

#### **Art. 16.**

- (1) Les semences des variétés de conservation sont commercialisées uniquement dans des emballages fermés et scellés.
- (2) Les emballages de semences sont scellés par le fournisseur de telle manière qu'il soit impossible de les ouvrir sans endommager le système de fermeture ou sans laisser de traces d'altération sur l'étiquette du fournisseur ou l'emballage.
- (3) Afin de garantir que les emballages sont scellés conformément au paragraphe 2, le système de fermeture comporte soit l'incorporation dans celui-ci de l'étiquette soit l'apposition d'un scellé.

#### **Art. 17.**

Les emballages des semences de variétés de conservation doivent porter une étiquette du fournisseur ou une inscription imprimée ou un cachet comprenant au moins les inscriptions suivantes :

- 1° la mention « règles et normes CE » ;
- 2° le nom et l'adresse de la personne responsable de l'apposition des étiquettes ou sa marque d'identification ;
- 3° l'année de la fermeture, exprimée par la mention « fermé... » (année) ou l'année du dernier prélèvement d'échantillons aux fins de la dernière analyse de germination, exprimée par la mention « échantillonné... » (année) ;
- 4° l'espèce ;
- 5° la dénomination de la variété de conservation ;
- 6° la mention « variété de conservation » ;
- 7° la région d'origine ;
- 8° la région de production des semences, si la région de production des semences est différente de la région d'origine ;
- 9° le numéro de référence donné au lot par la personne responsable de l'apposition des étiquettes ;
- 10° le poids net ou brut déclaré ou le nombre de semences déclaré ;
- 11° en cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, la nature du traitement chimique ou de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de glomérules ou de semences pures et le poids total.

**Art. 18.**

(1) Les emballages de semences de base, de semences certifiées et de semences commerciales qui pour ces deux dernières catégories ne se présentent pas sous forme de petits emballages CE B, sont fermés officiellement ou sous contrôle officiel de façon à ne pouvoir être ouverts sans détérioration du système de fermeture et sans traces de manipulation de l'étiquette officielle prévue à l'article 19 ni de l'emballage.

Lorsque le système de fermeture est réutilisable, il doit être muni d'une étiquette officielle incorporée ou d'un scellé officiel.

(2) Sauf dans les cas de fractionnement en petits emballages CE B, les agents de l'Administration des services techniques de l'agriculture, visés à l'article 16 de la loi du 18 mars 2008 sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques, sont seuls autorisés à procéder à l'ouverture et à une nouvelle fermeture des emballages. Dans ce cas, il est fait mention sur l'étiquette officielle de la dernière nouvelle fermeture, de sa date et du service qui l'a effectuée.

(3) Les petits emballages CE B de semences certifiées, de semences commerciales ou de mélanges de semences sont fermés par le fournisseur de façon qu'ils ne puissent être ouverts sans que le système de fermeture ne soit détérioré ou sans que le marquage ni l'emballage ne montrent des traces de manipulation ; il ne peut être procédé à une ou plusieurs nouvelles fermetures que sous contrôle officiel.

**Art. 19.**

Les emballages de semences de base, de semences certifiées et de semences commerciales, dans la mesure où les semences de ces deux dernières catégories ne se présentent pas sous forme de petits emballages CE B :

- 1° sont pourvus, à l'extérieur, d'une étiquette officielle qui n'a pas encore été utilisée, qui est conforme aux conditions fixées à l'annexe VI, partie A, et dont les indications sont rédigées dans une des langues officielles de l'Union européenne. La couleur de l'étiquette est blanche pour les semences de base, bleue pour les semences certifiées de la première reproduction à partir de semences de base, rouge pour les semences certifiées des reproductions suivantes à partir des semences de base et brune pour les semences commerciales. Lorsque l'étiquette est pourvue d'un œillet, sa fixation est assurée dans tous les cas par un scellé officiel. L'emploi d'étiquettes officielles adhésives est autorisé.
- 2° contiennent, lorsque les indications ne sont pas apposées de manière indélébile sur l'emballage ou lorsque l'étiquette utilisée n'est pas adhésive ou d'un matériel indéchirable, une notice officielle de la couleur de l'étiquette et reproduisant au moins les indications prévues pour l'étiquette à l'annexe VI, partie A, 1°, numéros 3, 5 et 6 et, pour les semences commerciales, lettre b), numéros 2 et 4.



La notice est constituée de façon qu'elle ne puisse être confondue avec l'étiquette visée au point 1°.

**Art. 20.**

(1) Les petits emballages CE B :

1° sont pourvus à l'extérieur, conformément à l'annexe VI, partie B, d'une étiquette du fournisseur, d'une inscription imprimée ou d'un cachet rédigé dans une des langues officielles de l'Union européenne. Pour les emballages transparents, cette étiquette peut être glissée à l'intérieur, à condition qu'elle soit lisible à travers l'emballage. En ce qui concerne la couleur de l'étiquette, l'article 19, point 1°, est applicable ;

2° sont pourvus d'un numéro d'ordre attribué officiellement et apposé soit à l'extérieur de l'emballage, soit sur l'étiquette du fournisseur prévue au point 1°. En cas d'utilisation d'une vignette adhésive officielle, l'article 19, point 1°, est applicable en ce qui concerne la couleur. Les modalités d'apposition dudit numéro d'ordre peuvent être fixées par un règlement de l'Union européenne.

Le fournisseur responsable de la fermeture de petits emballages CE B et de l'apposition des étiquettes de fournisseur prescrite sous 1° doit tenir une comptabilité se rapportant aux lots de semences fractionnées en petits emballages CE B, en rapport avec les numéros d'ordre officiels attribués. Lors du fractionnement un échantillon de chaque lot de semences sera prélevé officiellement.

Les opérations de fractionnement font l'objet d'une surveillance officielle effectuée par sondage. À cette fin, la comptabilité est tenue pendant trois ans à la disposition de l'organisme officiel de contrôle visé à l'article 5, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi du 18 mars 2008 sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques.

En cas de mise en petits emballages CE B à partir de semences en vrac le principe de la fermeture officielle est respecté ; l'identité du lot de semences sera garantie par un plombage officiel du récipient de semences jusqu'à la mise en emballage définitive.

Le marquage des petits emballages CE B prescrit sous les points 1° et 2° peut être remplacé par une vignette adhésive officielle à condition que les indications requises soient reprises sur la vignette ; dans ce cas, le marquage prévu sous 1° n'est pas requis.

L'apposition du numéro d'ordre officiel donne lieu au paiement d'une redevance pour le plombage et l'étiquetage s'élevant à 0,10 euros par emballage.

(2) Par dérogation aux articles 15, 18 et 19, la simplification des dispositions relatives au système de fermeture et au marquage des emballages en cas de commercialisation de semences de la catégorie « semences certifiées » en vrac au consommateur final, est autorisée.

**Art. 21.**

En cas de demande, les petits emballages CE B de semences sont fermés et marqués officiellement ou sous contrôle officiel selon l'article 18, paragraphe 1<sup>er</sup>, et l'article 19.

**Art. 22.**

Le contrôle de l'identité des semences est assuré dans le cas des petits emballages notamment lors du fractionnement des lots de semences.

**Art. 23.**

Les dispositions des articles 15, 18 et 19, en ce qui concerne l'emballage, le système de fermeture et le marquage ne sont pas applicables à la commercialisation de semences de plantes fourragères en petites quantités au dernier utilisateur.

Dans un même établissement de vente, il ne peut se trouver en aucun moment plus d'un emballage ou récipient ouverts renfermant des semences de la même variété et catégorie. L'étiquette et le système de fermeture d'origine doivent être fixés visiblement sur l'emballage ou récipient ouverts.

**Art. 24.**

Dans le cas de semences d'une variété qui a été génétiquement modifiée, toute étiquette apposée sur le lot de semences ou tout document, officiel ou non, qui l'accompagne, en vertu des dispositions du présent règlement, indique clairement que la variété a été génétiquement modifiée.

**Art. 25.**

Tout traitement chimique des semences de base, des semences certifiées ou des semences commerciales est mentionné soit sur l'étiquette officielle, soit sur une étiquette du fournisseur ainsi que sur l'emballage ou à l'intérieur de celui-ci.

**Art. 26.**

Les semences commercialisées, soit obligatoirement soit facultativement, conformément aux dispositions du présent règlement, ne sont soumises, en ce qui concerne leurs caractéristiques, les dispositions d'examen, le marquage et la fermeture, à aucune restriction de commercialisation autre que celles prévues par le présent règlement ou toute autre réglementation.

**Art. 27.**

Les conditions selon lesquelles des semences de sélection de générations antérieures aux semences de base peuvent être commercialisées conformément à l'article 6, point 1°, sont les suivantes :

- 1° elles ont été contrôlées officiellement par les organismes de contrôle compétents pour la certification, conformément aux dispositions applicables à la certification des semences de base ;
- 2° elles sont emballées conformément au présent règlement et ;
- 3° les emballages portent une étiquette officielle donnant au moins les indications suivantes :
  1. service de certification et État membre, ou leur sigle distinctif,
  2. numéro de référence du lot,
  3. mois et année de fermeture ou
  4. mois et année du dernier prélèvement officiel d'échantillons en vue de la certification,
  5. espèce, indiquée au moins sous sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, en caractères latins,
  6. variété indiquée au moins en caractères latins,
  7. mention « semences prébase »,
  8. nombre de générations précédant les semences de la catégorie semences certifiées ou semences certifiées de la 1<sup>ère</sup> génération.

L'étiquette est de couleur blanche, barrée en diagonale d'un trait violet.

**Art. 28.**

(1) Les semences de plantes fourragères provenant directement de semences de base ou de semences certifiées officiellement certifiées dans un ou plusieurs États membres ou dans un pays tiers auquel l'équivalence a été accordée, conformément aux prescriptions communautaires, ou provenant directement du croisement de semences de base officiellement certifiées dans un État membre avec des semences de base officiellement certifiées dans un de ces pays tiers et récoltées dans un autre État membre doivent, sur demande être officiellement certifiées comme semences certifiées, si ces semences ont été soumises à une inspection sur pied satisfaisant aux conditions prévues à l'annexe III pour la catégorie concernée et s'il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions prévues à l'annexe IV pour la même catégorie ont été respectées.

Lorsque, dans ces cas, les semences ont été produites directement à partir de semences officiellement certifiées de reproductions antérieures aux semences de base, la certification officielle comme semences de base est également autorisée, si les conditions prévues pour cette catégorie ont été respectées.

(2) Les semences de plantes fourragères qui ont été récoltées dans l'Union européenne et destinées à être certifiées conformément aux dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> :

- 1° sont emballées et étiquetées à l'aide d'une étiquette officielle remplissant les conditions fixées à l'annexe VII, parties A et B, conformément aux dispositions prévues par l'article 18, paragraphe 1<sup>er</sup> et,
  - 2° sont accompagnées d'un document officiel remplissant les conditions prévues à l'annexe VII, partie C.
- (3) Les semences de plantes fourragères récoltées dans un pays tiers doivent, sur demande, être officiellement certifiées si
- 1° elles ont été produites directement à partir de :
    - a) semences de base ou de semences certifiées officiellement de la première multiplication soit dans un ou plusieurs États membres, soit dans un pays tiers auquel l'équivalence a été accordée conformément aux prescriptions communautaires ;
    - b) croisements de semences de base officiellement certifiées dans un État membre avec des semences de base officiellement certifiées dans un pays tiers visé à la lettre a) ;
  - 2° elles ont été soumises à une inspection sur pied satisfaisant aux conditions prévues dans une décision d'équivalence prise conformément aux prescriptions communautaires pour la catégorie concernée ;
  - 3° il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions fixées à l'annexe IV pour la même catégorie ont été respectées.

**Art. 29.**

(1) Les semences de plantes fourragères sont officiellement contrôlées au cours de la commercialisation, au moins par sondage, afin de vérifier leur conformité aux exigences du présent règlement.

(2) Sans préjudice de la libre circulation des semences à l'intérieur de l'Union européenne, lors de la commercialisation de quantités de semences supérieures à 2 kilogrammes provenant d'un pays tiers les indications suivantes doivent être fournies :

- 1° espèce,
- 2° variété,
- 3° catégorie,
- 4° pays de production et service de contrôle officiel,
- 5° pays d'expédition,
- 6° importateur,
- 7° quantité de semences.

**Chapitre 2 - Dispositions particulières concernant les mélanges à base de semences de plantes fourragères****Art. 30.**

La commercialisation de semences sous forme de mélanges de genres, d'espèces ou de variétés différentes est autorisée :

- 1° si ces mélanges de semences ne sont pas destinés à être utilisés comme plantes fourragères, les mélanges peuvent contenir des semences de plantes fourragères et des semences de plantes qui ne sont pas des plantes fourragères au sens du présent règlement.
- 2° si ces mélanges de semences sont destinés à être utilisés comme plantes fourragères, les mélanges peuvent, outre les espèces de plantes fourragères énumérées au présent règlement à l'exception des variétés de graminées qui ne sont pas destinées à être utilisées en tant que plantes fourragères au sens de l'article 4, paragraphe 2, lettre a), de la directive 70/757/CEE concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles, contenir également des semences d'espèces végétales énumérées dans le règlement grand-ducal modifié du 8 avril 2000 concernant la commercialisation des semences de légumes, le règlement grand-ducal modifié du 7 juin 2000 concernant la commercialisation des semences de betteraves, le règlement grand-ducal modifié du 15 mars 2016 fixant les conditions de commercialisation, de production et de certification des plants de pommes de terre, le règlement grand-ducal du 27 février 2014 fixant les conditions de commercialisation, de production et de certification des semences de céréales et le règlement grand-ducal modifié du 28 novembre 2003 fixant les conditions de commercialisation, de production et de certification des semences de plantes oléagineuses et à fibres.

3° si ces mélanges de semences sont destinés à la préservation de l'environnement naturel dans le cadre de la conservation des ressources génétiques visées à l'article 25, les mélanges peuvent contenir des semences de plantes fourragères et des semences de plantes qui ne sont pas des plantes fourragères au sens du présent règlement grand-ducal.

Dans les cas prévus aux points 1° et 2°, les divers composants des mélanges doivent être conformes, avant mélange aux règles de commercialisation qui leur sont applicables en vertu du présent règlement ou s'il s'agit d'espèces énumérées dans le règlement grand-ducal modifié du 8 avril 2000 concernant la commercialisation des semences de légumes, le règlement grand-ducal modifié du 7 juin 2000 concernant la commercialisation des semences de betteraves, le règlement grand-ducal modifié du 15 mars 2016 fixant les conditions de commercialisation, de production et de certification des plants de pommes de terre, le règlement grand-ducal modifié du 27 février 2014 fixant les conditions de commercialisation, de production et de certification des semences de céréales et le règlement grand-ducal modifié du 28 novembre 2003 fixant les conditions de commercialisation, de production et de certification des semences de plantes oléagineuses et à fibres, aux règles de commercialisation qui leur sont applicables en vertu du règlement grand-ducal dans lequel elles sont énumérées.

#### **Art. 31.**

Les mélanges de semences destinées à être utilisées en tant que plantes fourragères doivent être commercialisés dans des emballages fermés et marqués conformément aux dispositions des articles 15, 18 et 19, du présent règlement, sous réserve que l'étiquette est celle prévue à l'annexe VI, partie A, section 1, lettre c), et à la partie B, lettre c). À cet égard, les petits emballages CE A sont considérés comme petits emballages CE B.

Toutefois pour les petits emballages CE A le numéro d'ordre attribué officiellement et prévu à l'article 15 n'est pas requis.

#### **Art. 32.**

L'établissement qui désire faire des mélanges de semences destinés à la production fourragère doit introduire, pour chaque lot, une déclaration à l'Administration des services techniques de l'agriculture.

Les établissements en question doivent disposer d'installations appropriées.

Les mélanges sont effectués sous la surveillance d'un représentant de l'Administration des services techniques de l'agriculture. Sous réserve des dispositions de l'article 20 concernant les petits emballages CE B, la fermeture et le marquage officiels des emballages sont effectués par la même administration.

Sous réserve des dispositions de l'article 20, paragraphe 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, la redevance pour le plombage et l'étiquetage à verser à ladite administration est fixée à 0,30 euros par 100 kilogrammes.

### **Chapitre 3 - Production, contrôle et certification des semences de plantes fourragères**

#### **Art. 33.**

La production luxembourgeoise de semences de plantes fourragères destinées à la commercialisation est obligatoirement soumise au contrôle institué par le présent règlement.

#### **Art. 34.**

Peuvent seules être présentées au contrôle :

- 1° les cultures issues de semences d'une génération antérieure aux semences de base ;
- 2° les cultures emblavées avec des semences des catégories de semences de base, de semences de variétés de pays ou locales et de semences certifiées de la première reproduction ;
- 3° les variétés inscrites à la liste officielle des variétés, mentionnée à l'article 10 de la loi du 18 mars 2008 sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques ;

4° les nouvelles obtentions en voie d'inscription ou du matériel de reproduction servant à des travaux de sélection.

**Art. 35.**

Par exploitation et par espèce de plantes fourragères, deux variétés sont admises au contrôle. Un agriculteur ne peut avoir en reproduction de semences qu'une seule génération par variété.

Les cultures de Ray-grass de Westerwold ne sont admises au contrôle que l'année même du semis et celle suivant l'année du semis. Dans le cas du Ray-grass d'Italie, la production de semences se limite aux deux années qui suivent celle du semis. En ce qui concerne les espèces pérennes, une même parcelle de reproduction est admise à la production de semences tant que la culture répond aux prescriptions du présent règlement grand-ducal.

Si dans la même exploitation il y a production de semences de la même espèce non inscrite au contrôle, la demande est refusée.

Si dans la même exploitation il y a des cultures pures de la même variété qui n'ont pas été signalées aux instances de contrôle, la demande est refusée.

**Art. 36.**

Ne sont admises au contrôle que les cultures d'un seul tenant, ayant une superficie minimum de cent ares. Toutefois, une parcelle inférieure à cent ares peut être admise si l'ensemble des parcelles emblavées avec la même variété dépasse la superficie minimale, les cultures établies pour des essais ou dans de buts scientifiques ou pour des travaux de sélection sont admises au contrôle sans restriction de superficie.

**Art. 37.**

Les demandes d'inscriptions au contrôle doivent être adressées à l'organisme de contrôle dans un délai à fixer par celui-ci.

Elles doivent indiquer l'adresse exacte du producteur, le lieu-dit des champs à contrôler, leur étendue, les précédents culturaux, les espèces et variétés cultivées, ainsi que l'origine, la catégorie et la classe des semences utilisées. Les demandes sont accompagnées des documents garantissant l'authenticité d'origine des semences employées.

**Art. 38.**

La certification des semences de plantes fourragères donne lieu au paiement d'une redevance à verser à l'Administration des services techniques de l'agriculture qui est fixée comme suit :

- 1° pour l'inscription des surfaces au contrôle : 0,05 euros par are de surface inscrite au contrôle, avec un minimum de 5 euros par inscription ;
- 2° pour le plombage et l'étiquetage : 0,30 euros par 100 kilogrammes de semences.

**Art. 39.**

Les parcelles de reproduction de semences des espèces allogames doivent être isolées de toute source de pollen de la même espèce ou du même genre dans le cas des *Lolium*. Les distances minima d'isolement sont fixées à l'annexe III.

**Art. 40.**

Le contrôle officiel des semences de plantes fourragères comporte une inspection sur pied et un contrôle de la récolte après battage et nettoyage, les époques d'inspection sur pied sont fixées à l'annexe III, partie F.

**Art. 41.**

(1) Lors de l'inspection sur pied le contrôleur vérifie :

1° si la superficie réelle de la culture correspond à celle qui a été déclarée ;

2° si l'origine de la semence utilisée correspond aux déclarations faites ;

3° si, pour les espèces allogames, la protection contre la pollinisation étrangère est suffisante.

(2) Les vérifications préliminaires étant faites, le contrôleur fait au moins trois comptages, portant chacun sur une surface d'un are.

(3) En examinant la végétation de ces surfaces, il note dans un carnet ou sur une fiche de contrôle, le nombre de plantes d'une espèce ou variétés étrangères ou d'un type aberrant et, le cas échéant, le nombre de plantes atteintes de maladies.

(4) À partir des chiffres ainsi obtenus, le contrôleur calcule les moyennes des différents comptages et les inscrit dans le carnet ou sur la fiche de contrôle. Les nombres maxima tolérés par are et par espèce figurent à l'annexe III.

(5) Le refus d'une culture est prononcé :

1° si les normes fixées à l'annexe III ne sont pas respectées ;

2° si l'identité variétale est considérée comme douteuse et notamment si les caractères morphologiques ou physiologiques spécifiques de la variété font défaut ;

3° si la culture est négligée ou envahie par des mauvaises herbes ou par des plantes de culture autres que celles mentionnées à l'annexe III. L'état cultural de l'ensemble de la parcelle doit être tel qu'il permette d'effectuer convenablement le contrôle de la culture. Un état cultural déficient ou un état sanitaire insuffisant entraînent le refus de la culture. Toute culture présentant une ou plusieurs infestations de cuscute ne pourra être admise au contrôle tant que ce parasite n'aura pas été entièrement détruit par l'agriculteur.

Au vu de ces constatations, le contrôleur prononce l'admission provisoire ou le refus définitif et arrête le classement de la culture, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 44.

(6) L'organisme de contrôle peut provisoirement admettre une culture dont le nombre de plantes d'autres espèces cultivées ou de mauvaises herbes dépasse le chiffre limité fixé à l'annexe IV, sous E du présent règlement, s'il est à prévoir que ces impuretés seront éliminées lors du conditionnement ultérieur des semences.

**Art. 42.**

Le classement de l'ensemble des parcelles admises pour une même variété et pour un même producteur est celui de la parcelle ayant obtenu le classement le moins favorable. Si l'une des parcelles est refusée et si les autres ont été admises, ces dernières peuvent être retenues pour la certification, à condition, pour le producteur, de se soumettre aux conditions à établir à cet effet par l'organisme de contrôle.

**Art. 43.**

Le producteur de semences est tenu de conserver séparément, dans les locaux appropriés, la récolte provenant de ces cultures admises.

**Art. 44.**

Le contrôle des semences après battage et nettoyage comporte le prélèvement d'échantillons en vue d'examiner si les semences répondent aux conditions fixées à l'annexe IV du présent règlement.

Les examens au laboratoire doivent être exécutés selon les méthodes internationales en usage.

Le contrôle consiste en outre à s'assurer de la bonne conservation des semences et de la séparation suffisante entre lots de semences de variétés, de catégories ou de classes différentes.

Les lots reportés d'une campagne à l'autre doivent faire l'objet d'une nouvelle analyse portant sur la faculté germinative.

**Art. 45.**

Les documents de certification sont refusés dans les cas suivants :

- 1° si les semences ne répondent pas aux normes fixées à l'annexe IV ;
- 2° s'il a été constaté une tentative de fraude quant à l'origine ou au classement des semences ou au rendement des cultures ;
- 3° s'il a été constaté une séparation insuffisante, en cours de conservation, entre lots de semences de variétés, de catégories ou de classes différentes ;
- 4° s'il a été constaté des mélanges de variétés, de catégories ou de classes différentes lors du conditionnement.

La fermeture et le marquage des semences définitivement admises sont effectués par un délégué de l'organisme de contrôle, ou sous sa responsabilité, conformément aux dispositions des articles 15, 18 et 19 du présent règlement.

#### **Chapitre 4 - Dispositions particulières concernant des semences de plantes fourragères selon le système de l'OCDE**

**Art. 46.**

Les semences de base et les semences certifiées de plantes fourragères de production luxembourgeoise peuvent, en vue de leur exportation vers des pays non membres de l'Union européenne, être certifiées selon le système de l'Organisation de coopération et de développement économique pour la certification variétale des semences de plantes fourragères, dénommé système de l'OCDE.

À ces fins, les semences sont obligatoirement soumises à une inspection sur pied; elles doivent satisfaire aux conditions prévues à l'annexe III, et répondre, du point de vue de l'identité et de la pureté variétales aux normes fixées à l'annexe IV du présent règlement.

**Art. 47.**

Les emballages des semences susvisées sont munis d'une étiquette conforme au modèle de l'annexe VIII et ne portant aucune trace d'utilisation antérieure. À moins que les indications de l'étiquette ne soient imprimées de manière indélébile sur l'emballage, elles doivent figurer sur une notice placée à l'intérieur de chaque emballage et se distinguer nettement, quant à la forme, de l'étiquette de l'OCDE fixée à l'extérieur de l'emballage.

Les dispositions des articles 18 et 19 sont applicables, sous réserve toutefois que les semences certifiées selon le système de l'OCDE sont pourvues d'une étiquette conforme aux conditions fixées à l'annexe VIII du présent règlement.

Les lots de semences doivent en outre être accompagnés d'un certificat conforme au modèle de l'annexe IX ainsi que d'un bulletin d'analyses en laboratoire, effectués suivant les méthodes internationales en usage et portant sur la pureté spécifique et la faculté germinative des semences. Les certificats et bulletin susvisés portent le même numéro de référence.

**Art. 48.**

Pour chaque lot de semences certifiées suivant le système de l'OCDE, un échantillon prélevé officiellement est cultivé en parcelle de post-contrôle pendant la saison qui suit immédiatement son prélèvement.

Si la descendance d'un échantillon ne répond pas aux conditions prévues au présent règlement en ce qui concerne l'identité et la pureté variétale et l'état sanitaire, les semences qui proviennent du lot en question ne sont pas admises à la certification.

## Chapitre 5 - Dispositions finales

### Art. 49.

Les infractions aux dispositions du présent règlement sont punies conformément à celles de l'article 17 de la loi du 18 mars 2008 sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques.

### Art. 50.

Le règlement grand-ducal modifié du 24 octobre 2002 fixant les conditions de commercialisation, de production et de certification de semences de plantes fourragères est abrogé.

### Art. 51.

Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

*Le Ministre de l'Agriculture,  
de la Viticulture  
et de la Protection des consommateurs,*  
**Fernand Etgen**

Palais de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2018.  
**Henri**

---

Dir. (UE) 2016/2109.

---



## ANNEXE I

## Genres et espèces de plantes fourragères

1° <i>Poaceae</i> ( <i>Gramineae</i> )	Graminées
<i>Agrostis canina</i> L.	Agrostide de chiens
<i>Agrostis gigantea</i> Roth	Agrostide blanche
<i>Agrostis stolonifera</i> L.	Agrostide stolonifère
<i>Agrostis capillaris</i> L.	Agrostide tenue
<i>Alopecurus pratensis</i> L.	Vulpin des prés
<i>Arrhenatherum elatius</i> (L.) P. Beauv.ex J.Presl & C.Presl.	Fromental
<i>Bromus catharticus</i> Vahl	Brome
<i>Bromus sitchensis</i> Trin.	Brome
<i>Cynodon dactylon</i> (L.) Pers.	Chiendent pied de poule
<i>Dactylis glomerata</i> L.	Dactyle
<i>Festuca arundinacea</i> Schreber	Fétuque élevée
<i>Festuca filiformis</i> Pourr.	Fétuque ovine à feuilles menues
<i>Festuca ovina</i> L.	Fétuque ovine
<i>Festuca pratensis</i> Huds.	Fétuque des prés
<i>Festuca rubra</i> L.	Fétuque rouge
<i>Festuca trachyphylla</i> (Hack.) Krajina	Fétuque ovine durette
<i>Lolium mutliflorum</i> Lam.	Ray-grass d'Italie (y compris le Ray-grass de Westerwold)
<i>Lolium perenne</i> L.	Ray-grass anglais
<i>Lolium ×hybridum</i> Hausskn.	Ray-grass hybride
<i>Phalaris aquatica</i> L.	Herbe de Harding
<i>Phleum nodosum</i> L.	Fléole noueuse
<i>Phleum pratense</i> L.	Fléole des prés
<i>Poa annua</i> L.	Pâturin annuel
<i>Poa nemoralis</i> L.	Pâturin des bois
<i>Poa palustris</i> L.	Pâturin des marais
<i>Poa pratensis</i> L.	Pâturin des prés
<i>Poa trivialis</i> L.	Pâturin commun
<i>Trisetum flavescens</i> (L.) P. Beauv.	Avoine jaunâtre

Cette définition couvre également les hybrides suivants résultant du croisement des espèces précitées :

× <i>Festulolium</i> Asch. & Graebn.	Hybrides résultant du croisement d'une espèce du genre <i>Festuca</i> avec une espèce du genre <i>Lolium</i>
2° <i>Fabaceae</i> ( <i>Leguminosae</i> )	Légumineuses
<i>Biserrula pelecinus</i> L.	Biserrule en forme de hache
<i>Galega orientalis</i> Lam.	Galéga fourrager
<i>Hedysarum coronarium</i> L.	Sainfoin d'Espagne
<i>Lathyrus cicera</i> L.	Jarosse / gesse chiche
<i>Lotus corniculatus</i> L.	Lotier corniculé
<i>Lupinus albus</i> L.	Lupin blanc
<i>Lupinus angustifolius</i> L.	Lupin à feuilles étroites / lupin bleu
<i>Lupinus luteus</i> L.	Lupin jaune
<i>Medicago doliata</i> Carmign.	Luzerne à fruits épineux
<i>Medicago italica</i> (Mill.) Fiori	Luzerne sombre
<i>Medicago littoralis</i> Rohde ex Loisel.	Luzerne littorale / luzerne des rivages
<i>Medicago lupulina</i> L.	Minette
<i>Medicago murex</i> Willd.	Luzerne à fruits ronds / luzerne murex
<i>Medicago polymorpha</i> L.	Luzerne hérissée / luzerne polymorphe / luzerne à fruits nombreux
<i>Medicago rugosa</i> Desr.	luzerne plissée / luzerne rugueuse
<i>Medicago sativa</i> L.	Luzerne
<i>Medicago scutellata</i> (L.) Mill	Luzerne à écussons
<i>Medicago truncatula</i> Gaertn.	Luzerne tronquée
<i>Medicago</i> × <i>varia</i> T. Martyn Sand	Luzerne bigarrée
<i>Onobrychis viciifolia</i> Scop.	Sainfoin
<i>Ornithopus compressus</i> L.	Ornithope comprimé
<i>Ornithopus sativus</i> Brot.	Serradelle
<i>Pisum sativum</i> L. (partim)	Pois fourrager
<i>Trifolium alexandrinum</i> L.	Trèfle d'Alexandrie
<i>Trifolium fragiferum</i> L.	Trèfle fraisier
<i>Trifolium glanduliferum</i> Boiss.	Trèfle glandulaire
<i>Trifolium hirtum</i> All.	Trèfle hérissé
<i>Trifolium hybridum</i> L.	Trèfle hybride
<i>Trifolium incarnatum</i> L.	Trèfle incarnat
<i>Trifolium isthmocarpum</i> Brot.	Trèfle de Jamin
<i>Trifolium michelianum</i> Savi	Trèfle de Micheli

<i>Trifolium pratense</i> L.	Trèfle violet
<i>Trifolium repens</i> L.	Trèfle blanc
<i>Trifolium resupinatum</i> L.	Trèfle perse
<i>Trifolium squarrosum</i> L.	Trèfle écailleux / trèfle raboteux
<i>Trifolium subterraneum</i> L.	Trèfle semeur / trèfle souterrain / trèfle enterreur
<i>Trifolium vesiculosum</i> Savi	Trèfle renflé en vessie / trèfle en vessie
<i>Trigonella foenum-graecum</i> L.	Fenugrec
<i>Vicia benghalensis</i> L.	Vesce du Bengale
<i>Vicia faba</i> L.	Féverole
<i>Vicia pannonica</i> Crantz	Vesce de Pannonie
<i>Vicia sativa</i> L.	Vesce commune
<i>Vicia villosa</i> Roth	Vesce velue / vesce de Cerdagne

## 3° Autres espèces

<i>Brassica napus</i> L. var. <i>napobrassica</i> (L.) Rchb	Chou-navet ou rutabaga
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>Acephala</i> (DC) Alef. var. <i>medullosa</i> Thell + var. <i>viridis</i> L.	Chou fourrager
<i>Phacelia tanacetifolia</i> Benth.	Phacelia
<i>Plantago lanceolata</i> L.	Plantain lancéolé
<i>Raphanus sativus</i> L. var. <i>oleiformis</i> Pers.	Radis oléifère

## ANNEXE II

**Espèces dont la commercialisation requiert une certification officielle en tant que « semences de base » ou « semences certifiées »**

*Brassica napus* L. var. *napobrassica* (L.) Rchb.

*Brassica oleracea* L. convar. *acephala* (DC.) Alef. var. *medullosa* Thell + var. *viridis* L.

*Dactylis glomerata* L.

*Festuca arundinacea* Schreber

*Festuca pratensis* Huds.

*Festuca rubra* L.

×*Festulolium*

*Galega orientalis* Lam.

*Lolium multiflorum* Lam.

*Lolium perenne* L.

*Lolium* ×*hybridum* Hausskn.

*Phleum pratense* L.

*Medicago sativa* L.

*Medicago* ×*varia* T. Martyn

*Pisum sativum* L.

*Raphanus sativus* L. var. *oleiformis* Pers.

*Trifolium repens* L.

*Trifolium pratense* L.

## ANNEXE III

## CONDITIONS AUXQUELLES LA CULTURE DOIT SATISFAIRE

## A. Distances minimales d'isolement

La culture répond aux normes suivantes en ce qui concerne les distances par rapport à des sources voisines de pollen qui peuvent provoquer une pollinisation étrangère indésirable :

Cultures	Distances minimales en mètres
<i>Brassica</i> spp ; <i>Phacelia tanacetifolia</i> , <i>Raphanus sativus</i>	
- pour la production de semences de base	400
- pour la production de semences certifiées	200
Toutes les espèces énumérées à l'article 3 sauf : <i>Brassica</i> spp ; <i>Phacelia tanacetifolia</i> , <i>Raphanus sativus</i> , <i>Pisum sativum</i> et les variétés de <i>Poa pratensis</i> visées à la partie C.2.c) de la présente annexe :	
- pour la production de semences destinées à être multipliées, champ de multiplication jusqu'à 2 hectares	200
- pour la production de semences destinées à être multipliées, champ de multiplication de plus de 2 hectares	100
- pour la multiplication de semences destinées à la production de plantes fourragères, champ de multiplication jusqu'à 2 hectares	100
- pour la multiplication de semences destinées à la production de plantes fourragères, champ de multiplication de plus de 2 hectares	50
<i>Pisum sativum</i> et les variétés de <i>Poa pratensis</i> visées à la partie C.2.c) de la présente annexe :	
- pour la production de semences de base	50

Ces distances peuvent ne pas être observées lorsqu'il existe une protection suffisante contre toute pollinisation étrangère indésirable.

## B. Précédents culturaux

Les précédents de culturaux du champ de production n'ont pas été incompatibles avec la production de semences de l'espèce et de la variété de la culture et le champ de production est suffisamment exempt de telles plantes issues des cultures précédentes.

Interdiction concernant les précédents culturaux :

Genre ou espèce multiplié	
<b>a) Graminées</b>	<b>Espèces dont la culture pure ou en mélange est interdite pendant les 2 années précédant l'établissement de la culture :</b>
Dactyle Fétuques sp. Fromental Ray-grass sp. × <i>Festulolium</i> Fléole des prés Brome sp. Pâturin des prés	Dactyle, Fétuque sp., Fromental, Ray-grass sp., × <i>Festulolium</i> ; Dactyle, Fétuque sp., Fromental, Ray-grass sp., × <i>Festulolium</i> ; Dactyle, Fétuque sp., Fromental, Ray-grass sp., × <i>Festulolium</i> ; Dactyle, Fétuque sp., Fromental, Ray-grass sp., × <i>Festulolium</i> ; Dactyle, Fétuque sp., Fromental, Ray-grass sp., × <i>Festulolium</i> ; Fléole, Colza, Chou ; Brome sp., Avoine ; Pâturin sp., Agrostis ;
<b>b) Légumineuses</b>	<b>Espèces dont la culture pure ou en mélange est interdite pendant les 3 années précédant l'établissement de la culture :</b>
Féverole Luzerne Pois Trèfle blanc Trèfle violet Vesce Trèfle de Perse Sainfoin	Féverole, Fève, Pois ; Luzerne, Trèfle violet, Minette ; Pois, Vesce, Gesse, Féverole ; Trèfle blanc, Luzerne, Trèfle violet, Minette ; Trèfle violet, Luzerne, Minette ; Vesce, Gesse, Pois, Lentille ; Trèfle de Perse, Trèfle blanc, Trèfle violet, Luzerne, Minette ; Sainfoin ;
<b>c) Autres espèces fourragères</b>	<b>Espèces dont la culture pure ou en mélange est interdite pendant les 3 années précédant l'établissement de la culture :</b>
Chou fourrager Chou navet Radis fourrager Phacélie	Toutes espèces de crucifères cultivées ; Toutes espèces de crucifères cultivées ; Toutes espèces de crucifères cultivées ; Toutes espèces de crucifères cultivées ;

**C. Normes concernant les tolérances d'impuretés variétales dans les cultures de semences de plantes fourragères**

La culture possède suffisamment d'identité et de pureté variétales. Les plantes d'autres espèces dont les semences sont difficiles à distinguer des semences de la culture au cours des analyses de laboratoire ne sont tolérées qu'en quantité limitée.

1° En particulier les cultures des espèces de *Lolium* ou ×*Festulolium* répondent aux normes suivantes :

Le nombre de plantes d'une espèce de *Lolium* ou de ×*Festulolium* non conformes à l'espèce de la culture ne dépasse pas :

- 2 par are pour la production de semences de base,
- 10 par are pour la production de semences certifiées.

2° a) Les cultures de toutes les espèces énumérées à l'article 3, sauf *Lolium* sp., ×*Festulolium*, et *Poa pratensis* répondent notamment aux normes suivantes :

Le nombre de plantes, qui sont reconnaissables comme manifestement non conformes à la variété, ne dépasse pas :

- 2 par are pour la production de semences de base,
- 10 par are pour la production de semences certifiées.

b) Pour *Poa pratensis*, le nombre de plantes de la culture, qui sont manifestement non conformes à la variété ne doit pas dépasser :

- 5 par are pour la production de semences de base,
- 40 par are pour la production de semences certifiées.

c) Toutefois, pour les variétés de *Poa pratensis*, qui sont officiellement classées comme variétés apomictiques monoclonales selon les procédures admises, il est possible de considérer comme acceptables au regard des normes précitées dans les champs de production de semences certifiées un nombre n'excédant pas 60 par are de plantes reconnaissables comme non conformes à la variété.

#### D. Organismes nuisibles

La présence d'organismes nuisibles, réduisant la valeur d'utilisation des semences, n'est tolérée que dans la limite la plus faible possible.

1° Dans les cultures de semences de féveroles et de pois fourragers, le nombre de plantes virosées (*Viciavirus varians*) ne doit pas dépasser 4 par are pour les semences de base, et 10 par are pour les semences certifiées. Dans ces mêmes cultures le nombre de plantes attaquées par l'antracnose (*Colletotricum lindemuthianum* et *Ascochyta pisi*) ne doit pas être supérieur à 2 par are pour les semences de base et 10 par are pour les semences certifiées.

2° Dans les cultures de semences de trèfle violet et de luzerne, le nombre de plantes attaquées par l'antracnose du trèfle (*Gloeosporium caulivorum* et *Colletotrichum trifolii*) ne doit pas dépasser 6 par are pour les semences de base et 20 pour les semences certifiées.

3° Dans les cultures de graminées le nombre de plantes atteintes de charbon ne doit pas dépasser 2 par are pour les semences de base et 10 pour les semences certifiées.

#### E. Nombre de plantes d'autres espèces cultivées ou de mauvaises herbes tolérées par are :

Genre ou espèce multiplié	Plantes d'autres espèces cultivées		Plantes de mauvaises herbes			
	Espèces	Sem. de base	Sem. certifiées	Espèces	Sem. de base	Sem. certifiées
<b>A. Graminées</b>				Cuscute, Folle avoine,	0	0
Toutes espèces de graminées				<i>Rumex</i> sp.	0	1
Dactyle Fétuques sp. Fromental Ray-grass sp. × <i>Festulolium</i> Brome sp.	Graminées fourragères autres que celles qui sont multipliées : Dactyle, Fétuque sp., Fromental, Ray-grass sp., × <i>Festulolium</i>	4	10	Vulpin des champs, Chiendent <sup>(1)</sup> , Bromes sp.	1 2 4	3 5 10
Fléole	Trèfle blanc, Trèfle hybride, Lotier, Minette	4	10	Chénopode blanc, Gaillet jaune, Houlque laineuse, Matricaire, Oseille, Plantains sp,	4	10

				Renouée, Myosotis		
Pâturin des prés	Pâturin autre que celui qui est multiplié, Agrostis sp., Dactyle	4	10	Épi du vent, Houlque laineuse, Matricaire, Pâturin annuel, Stellaire, Vulpin des champs	4	10
					1	3
<b>B. Légumineuses</b>				Cuscute, Orobanche,	0	0
Toutes espèces de Légumineuses				<i>Rumex</i> sp.	0	4
Sainfoin				Pimprenelle	4	10
Luzerne				Chénopode blanc, Ravenelle, Renouée, Sanve, Lychnis blanc	4	10
Pois, Vesces				Gesse, Vesces spontanées, Ravenelle	4	10
Trèfles sp. autre que Trèfle violet	Trèfles sp., Mélilot, Minette, Lotier, Fléole	4	10	Chénopode blanc, Ravenelle, Renouée, Ranve, Plantains sp.	4	10
Trèfle violet	Mélilot, Luzerne, Trèfles sp., Minette, Lotier, Fléole	4	10	Brunelle, Chénopode blanc, Ravenelle, Renouée, Plantains sp., Lychnis blanc	4	10
Lotier	Trèfles sp., Minette, Mélilot	4	10			
<b>C. Autres espèces fourragères</b>						
<i>Brassica</i> sp., Phacelia, Radis	Espèces du genre <i>Brassica</i>	1	4	Ravenelle, Sanve, Gaillet sp., Renouée, Moutarde blanche	2	5

(1) Si le stade de maturité coïncide avec celui des graminées cultivées en vue de la production de semences

## F. Inspection des cultures

Le respect des normes ou autres conditions mentionnées dans la présente annexe est vérifié, dans le cas de semences de base, lors d'inspections officielles sur pied et dans le cas des semences certifiées, soit lors d'inspections officielles sur pied, soit lors d'inspections effectuées sous contrôle officiel.

Les inspections sur pied ne peuvent être effectuées que si l'état cultural et le stade de développement de la culture permettent un examen satisfaisant. Il est procédé au moins à une inspection sur pied par culture de semences. Cette inspection a lieu aux époques définies dans le tableau ci-dessous.



## Époques d'inspection

Époque	Cultures					
	Graminées	Luzerne, Sainfoin, Lotier	Trèfles	Pois, Vesces	Féveroles, Lupins	Phacelia, Radis <i>Brassica sp.</i>
Entre la montée en tiges et la floraison	x	x				
À la floraison		x <sup>(1)</sup>	x <sup>(1)</sup>	x <sup>(1)</sup>	x	x <sup>(1)</sup>
Avant la récolte alors que la maturité est suffisamment avancée	x <sup>(1)</sup>			x	x <sup>(1)</sup>	x

(1) inspection obligatoire

## ANNEXE IV

## CONDITIONS AUXQUELLES LES SEMENCES DOIVENT SATISFAIRE

## A. Semences certifiées

1° Les semences possèdent une identité variétale et une pureté variétale suffisantes.

En particulier, les semences des espèces mentionnées ci-dessous satisfont aux normes et autres conditions suivantes. La pureté variétale minimale est :

- pour les variétés de *Poa pratensis* visées à l'annexe III, partie C, point 2°, lettre c), pour *Brassica napus* var. *napobrassica* et pour *Brassica oleracea* convar. *acephala* : 98 %
- pour *Pisum sativum* et *Vicia faba* :
  - semences certifiées, première génération : 99 %
  - semences certifiées, deuxième génération : 98 %
- pour *Trifolium subterraneum*, *Medicago* spp., sauf *M. lupulina*, *M. sativa*, *M. × varia* :
  - pour la production de semences de base : 99,5 %
  - pour la production de semences certifiées à des fins de multiplication ultérieure : 98 %
  - pour la production de semences certifiées : 95 %

La pureté variétale minimale est contrôlée principalement lors d'inspections sur pied effectuées dans les conditions définies à l'annexe III.

2° Les semences satisfont aux normes et autres conditions suivantes en ce qui concerne la faculté germinative, la pureté spécifique et la teneur en semences d'autres espèces de plantes, y compris en ce qui concerne la présence de semences amères dans les variétés douces de *Lupinus* spp.

1. Tableaux :

Espèces	Faculté germinative		Pureté spécifique							Quantité maximale de semences d'autres espèces de plantes dans un échantillon du poids prévu à l'annexe III, colonne 4 (total par colonne)				Conditions relatives à la teneur en semences de <i>Lupinus</i> spp. d'une autre couleur et en semences de lupins amers
	Faculté germinative minimale (% des semences pures)	Teneur maximale en grains durs (% des semences pures)	Pureté spécifique minimale (% en poids)	Teneur maximale en semences d'autres espèces de plantes (% en poids)						Avena fatua, Avena sterilis	Cuscuta spp.	Rumex spp. autres que Rumex acetosella et Rumex maritimus		
				Total	Une seule espèce	Elytrigia repens	Alopecurus myosuroides	Melilotus spp.	Raphanus raphanistrum				Sinapis arvensis	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
<b>POACEAE (GRAMINEAE)</b>														
<i>Agrostis canina</i>	75 (a)		90	2,0	1,0	0,3	0,3		0		0	0 (j) (k)	2 (n)	
<i>Agrostis capillaris</i>	75 (a)		90	2,0	1,0	0,3	0,3		0		0	0 (j) (k)	2 (n)	
<i>Agrostis gigantea</i>	80 (a)		90	2,0	1,0	0,3	0,3		0		0	0 (j) (k)	2 (n)	
<i>Agrostis stolonifera</i>	75 (a)		90	2,0	1,0	0,3	0,3		0		0	0 (j) (k)	2 (n)	
<i>Alopecurus pratensis</i>	70 (a)		75	2,5	1,0 (f)	0,3	0,3		0		0	0 (j) (k)	5 (n)	
<i>Airrhatherum elatius</i>	75 (a)		90	3,0	1,0 (f)	0,5	0,3		0 (g)		0 (g)	0 (j) (k)	5 (n)	
<i>Bromus catharticus</i>	75 (a)		97	1,5	1,0	0,5	0,3		0 (g)		0 (g)	0 (j) (k)	10 (n)	
<i>Bromus sitchensis</i>	75 (a)		97	1,5	1,0	0,5	0,3		0 (g)		0 (g)	0 (j) (k)	10 (n)	
<i>Cynodon dactylon</i>	70 (a)		90	2,0	1,0	0,3	0,3		0		0	0 (j) (k)	2	
<i>Dactylis glomerata</i>	80 (a)		90	1,5	1,0	0,3	0,3		0		0	0 (j) (k)	5 (n)	
<i>Festuca arundinacea</i>	80 (a)		95	1,5	1,0	0,5	0,3		0		0	0 (j) (k)	5 (n)	
<i>Festuca filiformis</i>	75 (a)		85	2,0	1,0	0,5	0,3		0		0	0 (j) (k)	5 (n)	
<i>Festuca ovina</i>	75 (a)		85	2,0	1,0	0,5	0,3		0		0	0 (j) (k)	5 (n)	
<i>Festuca pratensis</i>	80 (a)		95	1,5	1,0	0,5	0,3		0		0	0 (j) (k)	5 (n)	
<i>Festuca rubra</i>	75 (a)		90	1,5	1,0	0,5	0,3		0		0	0 (j) (k)	5 (n)	
<i>Festuca trachyphylla</i>	75 (a)		85	2,0	1,0	0,5	0,3		0		0	0 (j) (k)	5 (n)	
<i>Festulolium</i>	75 (a)		96	1,5	1,0	0,5	0,3		0		0	0 (j) (k)	5 (n)	
<i>Lolium multiflorum</i>	75 (a)		96	1,5	1,0	0,5	0,3		0		0	0 (j) (k)	5 (n)	
<i>Lolium perenne</i>	80 (a)		96	1,5	1,0	0,5	0,3		0		0	0 (j) (k)	5 (n)	

<i>Lolium x hybridum</i>	75 (a)		96	1.5	1.0	0.5	0.3				0	0 (j) (k)	5 (n)	
<i>Phalaris aquatica</i>	75 (a)		96	1.5	1.0	0.3	0.3				0	0 (j) (k)	5	
<i>Phleum nodosum</i>	80 (a)		96	1.5	1.0	0.3	0.3				0	0 (k)	5	
<i>Phleum pratense</i>	80 (a)		96	1.5	1.0	0.3	0.3				0	0 (k)	5	
<i>Poa annua</i>	75 (a)		85	2.0 (c)	1.0 (c)	0.3	0.3				0	0 (j) (k)	5 (n)	
<i>Poa nemoralis</i>	75 (a)		85	2.0 (c)	1.0 (c)	0.3	0.3				0	0 (j) (k)	2 (n)	
<i>Poa palustris</i>	75 (a)		85	2.0 (c)	1.0 (c)	0.3	0.3				0	0 (j) (k)	2 (n)	
<i>Poa pratensis</i>	75 (a)		85	2.0 (c)	1.0 (c)	0.3	0.3				0	0 (j) (k)	2 (n)	
<i>Poa trivialis</i>	75 (a)		85	2.0 (c)	1.0 (c)	0.3	0.3				0	0 (j) (k)	2 (n)	
<i>Trisetum flavescens</i>	70 (a)		75	3.0	1.0 (f)	0.3	0.3				0 (h)	0 (j) (k)	2 (n)	
<b>FABACEAE (LEGUMINOSAE)</b>														
<i>Biserrula pelecinius</i>	70		98	0.5								0 (i)	0 (j) (k)	10
<i>Galega orientalis</i>	60 (a) (b)	40	97	2.0	1.5		0.3				0	0 (l) (m)	10 (n)	
<i>Hedysarum coronarium</i>	75 (a) (b)	30	95	2.5	1.0		0.3				0	0 (k)	5	
<i>Lathyrus cicera</i>	80		95	1	0.5		0.3				0 (i)	0 (j) (k)	20	
<i>Lotus corniculatus</i>	75 (a) (b)	40	95	1.8 (d)	1.0 (d)		0.3				0	0 (l) (m)	10	
<i>Lupinus albus</i>	80 (a) (b)	20	98	0.5 (e)	0.3 (e)		0.3				0 (i)	0 (j)	5 (n)	
<i>Lupinus angustifolius</i>	75 (a) (b)	20	98	0.5 (e)	0.3 (e)		0.3				0 (i)	0 (j)	5 (n)	
<i>Lupinus luteus</i>	80 (a) (b)	20	98	0.5 (e)	0.3 (e)		0.3				0 (i)	0 (j)	5 (n)	
<i>Medicago dolia</i>	70		98	2							0 (i)	0 (j) (k)	10	
<i>Medicago italica</i>	70 (b)	20	98	2							0 (i)	0 (j) (k)	10	
<i>Medicago littoralis</i>	70		98	2							0 (i)	0 (j) (k)	10	
<i>Medicago lupulina</i>	80 (a) (b)	20	97	1.5	1.0		0.3				0	0 (l) (m)	10	
<i>Medicago murex</i>	70 (b)	30	98	2							0 (i)	0 (j) (k)	10	
<i>Medicago polymorpha</i>	70 (b)	30	98	2							0 (i)	0 (j) (k)	10	
<i>Medicago rugosa</i>	70 (b)	20	98	2							0 (i)	0 (j) (k)	10	
<i>Medicago sativa</i>	80 (a) (b)	40	97	1.5	1.0		0.3				0	0 (l) (m)	10	
<i>Medicago scutellata</i>	70		98	2							0 (i)	0 (j) (k)	10	
<i>Medicago truncatula</i>	70 (b)	20	98	2							0 (i)	0 (j) (k)	10	
<i>Medicago x varia</i>	80 (a) (b)	40	97	1.5	1.0		0.3				0	0 (l) (m)	10	
<i>Onobrychis viciifolia</i>	75 (a) (b)	20	95	2.5	1.0		0.3				0	0 (j)	5	



2. Autres normes ou conditions applicables lorsqu'il est fait référence dans les tableaux figurant à la partie A, point 2°, numéro 1 de la présente annexe :

- (a) Toutes les graines fraîches et saines qui ne germent pas après prétraitement sont considérées comme graines germées.
- (b) À concurrence de la teneur maximale indiquée, les graines dures sont considérées comme des graines susceptibles de germer.
- (c) Une teneur maximale totale de 0,8 pour cent en poids de semences d'autres espèces de *Poa* n'est pas considérée comme une impureté.
- (d) Une teneur maximale de 1 pour cent en poids de semences de *Trifolium pratense* n'est pas considérée comme une impureté.
- (e) Une teneur maximale totale de 0,5 pour cent en poids de semences de *Lupinus albus*, *Lupinus angustifolius*, *Lupinus luteus*, *Pisum sativum*, *Vicia faba*, *Vicia* spp. dans une autre espèce correspondante n'est pas considérée comme une impureté.
- (f) Le pourcentage en poids maximal prescrit de semences d'une seule espèce ne s'applique pas aux semences de *Poa* spp..
- (g) Une teneur maximale totale de deux graines d'*Avena fatua* et d'*Avena sterilis* dans un échantillon du poids fixé n'est pas considérée comme une impureté si un second échantillon du même poids est exempt de graines de ces espèces.
- (h) La présence d'une graine d'*Avena fatua* et d'*Avena sterilis* dans un échantillon du poids fixé n'est pas considérée comme une impureté si un second échantillon d'un poids égal à deux fois celui prescrit est exempt de graines de ces espèces.
- (i) Le dénombrement des graines d'*Avena fatua* et d'*Avena sterilis* n'est indispensable que s'il existe un doute sur le respect des conditions fixées à la colonne 12.
- (j) Le dénombrement des graines de *Cuscuta* spp. n'est indispensable que s'il existe un doute sur le respect des conditions fixées à la colonne 13.
- (k) La présence d'une graine de *Cuscuta* spp. dans un échantillon du poids prescrit n'est pas considérée comme une impureté si un second échantillon de même poids est exempt de graines de *Cuscuta* spp.
- (l) Le poids de l'échantillon pour le dénombrement de graines de *Cuscuta* spp. est égal à deux fois le poids spécifié à la colonne 4 du tableau de l'annexe III pour l'espèce correspondante.
- (m) La présence d'une graine de *Cuscuta* spp. dans un échantillon du poids prescrit n'est pas considérée comme une impureté si un second échantillon d'un poids égal à deux fois le poids prescrit est exempt de graines de *Cuscuta* spp..
- (n) Le dénombrement des graines de *Rumex* spp. autres que *Rumex acetosella* et *Rumex maritimus* n'est indispensable que s'il existe un doute sur le respect des conditions fixées à la colonne 14.
- (o) Le pourcentage en nombre de graines de *Lupinus* spp. d'une autre couleur ne dépasse pas :
  - dans le lupin amer : 2 pour cent
  - dans les *Lupinus* autres que le lupin amer : 1 pour cent .
- (p) Dans les variétés de *Lupinus* spp., le pourcentage en nombre de semences de graines amères ne dépasse pas 2,5 pour cent.

3° La présence d'organismes nuisibles réduisant la valeur d'utilisation des semences est la plus faible possible.

## B. Semences de base

Sous réserve des dispositions ci-dessous, les conditions établies à la partie A de la présente annexe s'appliquent aux semences de base.

1° Les semences de *Pisum sativum*, *Brassica napus* var. *napobrassica*, *Brassica oleracea* convar. *acephala*, *Vicia faba* et des variétés de *Poa pratensis* visées à l'annexe III, partie C, point 2°, lettre c), satisfont aux normes ou autres conditions suivantes : la pureté variétale minimale est de 99,7 pour cent.

La pureté minimale variétale est contrôlée principalement lors d'inspections sur pied effectuées selon les conditions établies à l'annexe III.

2° Les semences satisfont aux normes et conditions suivantes.

1. Tableaux

		Teneur maximale en semences d'autres espèces de plantes						
		Teneur en nombre dans un échantillon du poids prévu à l'annexe III colonne 4 (total par colonne)						
Espèces	Total (% en poids)	Une seule espèce	<i>Rumex</i> spp. autres que <i>Rumex acetosella</i> et <i>Rumex maritimus</i>	<i>Elytrigia repens</i>	<i>Alopecurus myosuroides</i>	<i>Melilotus</i> spp.	Autres normes ou conditions	
1	2	3	4	5	6	7	8	
<b>POACEAE (Gramineae)</b>								
<i>Agrostis canina</i>	0,3	20	1	1	1		(j)	
<i>Agrostis capillaris</i>	0,3	20	1	1	1		(j)	
<i>Agrostis gigantea</i>	0,3	20	1	1	1		(j)	
<i>Agrostis stolonifera</i>	0,3	20	1	1	1		(j)	
<i>Alopecurus pratensis</i>	0,3	20 (a)	2	5	5		(j)	
<i>Arrhenatherum elatius</i>	0,3	20 (a)	2	5	5		(j)(j)	
<i>Bromus catharticus</i>	0,4	20	5	5	5		(j)	
<i>Bromus sitchensis</i>	0,4	20	5	5	5		(j)	
<i>Cynodon dactylon</i>	0,3	20 (a)	1	1	1		(j)	
<i>Dactylis glomerata</i>	0,3	20 (a)	2	5	5		(j)	
<i>Festuca arundinacea</i>	0,3	20 (a)	2	5	5		(j)	
<i>Festuca filiformis</i>	0,3	20 (a)	2	5	5		(j)	
<i>Festuca ovina</i>	0,3	20 (a)	2	5	5		(j)	
<i>Festuca pratensis</i>	0,3	20 (a)	2	5	5		(j)	
<i>Festuca rubra</i>	0,3	20 (a)	2	5	5		(j)	
<i>Festuca trachyphylla</i>	0,3	20 (a)	2	5	5		(j)	
× <i>Festulolium</i>	0,3	20 (a)	2	5	5		(j)	
<i>Lolium multiflorum</i>	0,3	20 (a)	2	5	5		(j)	
<i>Lolium perenne</i>	0,3	20 (a)	2	5	5		(j)	
<i>Lolium</i> × <i>hybridum</i>	0,3	20 (a)	2	5	5		(j)	
<i>Phalaris aquatica</i>	0,3	20	2	5	5		(j)	
<i>Phleum nodosum</i>	0,3	20	2	1	1		(j)	
<i>Phleum pratense</i>	0,3	20	2	1	1		(j)	
<i>Poa annua</i>	0,3	20 (b)	1	1	1		(f)(j)	
<i>Poa nemoralis</i>	0,3	20 (b)	1	1	1		(f)(j)	
<i>Poa palustris</i>	0,3	20 (b)	1	1	1		(f)(j)	

<i>Poa pratensis</i>	0,3	20 (b)	1	1	1		(f)(j)
<i>Poa trivialis</i>	0,3	20 (b)	1	1	1		(f)(j)
<i>Trisetum flavescens</i>	0,3	20 (c)	1	1	1		(i)(j)
<b>FABACEAE (Leguminosae)</b>							
<i>Biserrula pelecinus</i>	0,3	20	5				
<i>Galega orientalis</i>	0,3	20	2			0(e)	(j)
<i>Hedysarum coronarium</i>	0,3	20	2			0(e)	(j)
<i>Lathyrus cicera</i>	0,3	20	5	—	—	0 (d)	
<i>Lotus corniculatus</i>	0,3	20	3			0(e)	(g)(j)
<i>Lupinus albus</i>	0,3	20	2			0(d)	(h)(k)
<i>Lupinus angustifolius</i>	0,3	20	2			0(d)	(h)(k)
<i>Lupinus luteus</i>	0,3	20	2			0(d)	(h)(k)
<i>Medicago dolosa</i>	0,3	20	5	—	—	0 (e)	
<i>Medicago italica</i>	0,3	20	5	—	—	0 (e)	
<i>Medicago littoralis</i>	0,3	20	5	—	—	0 (e)	
<i>Medicago lupulina</i>	0,3	20	5	—	—	0(e)	(j)
<i>Medicago murex</i>	0,3	20	5	—	—	0 (e)	
<i>Medicago polymorpha</i>	0,3	20	5	—	—	—	
<i>Medicago rugosa</i>	0,3	20	5	—	—	—	
<i>Medicago sativa</i>	0,3	20	3			0(e)	(j)
<i>Medicago scutellata</i>	0,3	20	5				
<i>Medicago truncatula</i>	0,3	20	5				
<i>Medicago ×varia</i>	0,3	20	3			0(e)	(j)
<i>Onobrychis viciifolia</i>	0,3	20	2			0(d)	
<i>Ornithopus compressus</i>	0,3	20	5				
<i>Ornithopus sativus</i>	0,3	20	5				
<i>Pisum sativum</i>	0,3	20	2			0(d)	
<i>Trifolium alexandrinum</i>	0,3	20	3			0(e)	(j)
<i>Trifolium fragiferum</i>	0,3	20	5				
<i>Trifolium glanduliferum</i>	0,3	20	5				
<i>Trifolium hirtum</i>	0,3	20	5				
<i>Trifolium hybridum</i>	0,3	20	3			0(e)	(j)



<i>Trifolium incarnatum</i>	0,3	20	3			0(e)	(j)
<i>Trifolium isthmocarpum</i>	0,3	20	5	—	—	—	(j)
<i>Trifolium michelianum</i>	0,3	20	5	—	—	—	—
<i>Trifolium pratense</i>	0,3	20	5			0(e)	(j)
<i>Trifolium repens</i>	0,3	20	5			0(e)	(j)
<i>Trifolium resupinatum</i>	0,3	20	3			0(e)	(j)
<i>Trifolium squarrosum</i>	0,3	20	5	—	—	—	—
<i>Trifolium subterraneum</i>	0,3	20	5	—	—	—	(j)
<i>Trifolium vesiculosum</i>	0,3	20	5	—	—	—	(j)
<i>Trigonella foenum-graecum</i>	0,3	20	2			0(d)	
<i>Vicia benghalensis</i>	0,3	20	5	—	—	0 (d)	—
<i>Vicia faba</i>	0,3	20	2			0(d)	
<i>Vicia pannonica</i>	0,3	20	2			0(d)	(h)
<i>Vicia sativa</i>	0,3	20	2			0(d)	(h)
<i>Vicia villosa</i>	0,3	20	2			0(d)	(h)
<b>AUTRES ESPÈCES</b>							
<i>Brassica napus</i> var. <i>napobrassica</i>	0,3	20	2				(j)
<i>Brassica oleracea</i> convar. <i>acephala</i> var. <i>medullosa</i> + var. <i>viridis</i>	0,3	20	3				(j)
<i>Phacelia tanacetifolia</i>	0,3	20					
<i>Plantago lanceolata</i>	0,3	20	3				
<i>Raphanus sativus</i> var. <i>oleiformis</i>	0,3	20	2				

2. Autres normes ou conditions applicables lorsqu'il est fait référence dans le tableau figurant à la partie B, point 2°, numéro 1, de la présente annexe :

- Une teneur maximale totale de 80 graines de *Poa* spp. n'est pas considérée comme une impureté.
- La condition fixée à la colonne 3 ne s'applique pas aux semences de *Poa* spp. ; la teneur maximale totale en semences de *Poa* spp. d'une espèce autre que celle à examiner ne dépasse pas une graine dans un échantillon de 500 graines.
- Une teneur maximale totale de 20 graines de *Poa* spp. n'est pas considérée comme une impureté.
- Le dénombrement de graines de *Melilotus* spp. n'est indispensable que s'il existe un doute sur le respect des conditions fixées à la colonne 7.

- (e) La présence d'une graine de *Melilotus* spp. dans un échantillon du poids prescrit n'est pas considérée comme une impureté si un second échantillon d'un poids égal à deux fois celui prescrit est exempt de graines de *Melilotus* spp.
- (f) La condition c) visée à la partie A, point 2°, numéro 2. de la présente annexe ne s'applique pas.
- (g) La condition d) visée à la partie A, point 2°, numéro 2. de la présente annexe ne s'applique pas.
- (h) La condition e) visée à la partie A, point 2°, numéro 2. de la présente annexe ne s'applique pas.
- (i) La condition f) visée à la partie A, point 2°, numéro 2. de la présente annexe ne s'applique pas.
- (j) Les conditions k) et m) visées à la partie A, point 2°, numéro 2. de la présente annexe ne s'appliquent pas.
- (k) Dans les variétés de *Lupinus* spp., le pourcentage en nombre de graines amères ne dépasse pas 1 pour cent.

### C. Semences commerciales

Sous réserve des dispositions ci-dessous, les conditions établies à la partie A, points 2° et 3°, de la présente annexe s'appliquent aux semences commerciales.

1. Les pourcentages en poids fixés aux colonnes 5 et 6 du tableau figurant à la partie A, point 2°, numéro 1, de la présente annexe sont augmentés de 1 pour cent.
2. Pour *Poa annua*, une teneur maximale totale de 10 pour cent en poids de semences d'autres espèces de *Poa* n'est pas considérée comme une impureté.
3. Pour *Poa* spp. autres que *Poa annua*, une teneur maximale totale de 3 pour cent en poids de semences d'autres espèces de *Poa* n'est pas considérée comme une impureté.
4. Pour *Hedysarum coronarium*, une teneur maximale totale de 1 pour cent en poids de semences de *Melilotus* spp. n'est pas considérée comme une impureté.
5. La condition (d) fixée à la partie A, point 2°, numéro 2., de la présente annexe ne s'applique pas à *Lotus corniculatus*.
6. Pour *Lupinus* spp.
  - a) la pureté spécifique minimale est de 97 pour cent en poids ;
  - b) le pourcentage en nombre de semences de *Lupinus* spp. d'une autre couleur ne dépasse pas :
    - dans le lupin amer: 4 pour cent
    - dans *Lupinus* spp. autres que le lupin amer: 2 pour cent.
7. Pour *Vicia* spp., une teneur maximale totale de 6 pour cent en poids de semences de *Vicia pannonica*, de *Vicia villosa*, de *Vicia benghalensis* ou d'espèces cultivées apparentées dans une autre espèce de *Vicia* n'est pas considérée comme une impureté.
8. Pour *Vicia pannonica*, *Vicia sativa* et *Vicia villosa* et *Vicia benghalensis*, la pureté spécifique minimale est de 97,0 pour cent en poids.
9. Pour *Lathyrus cicera*, la pureté spécifique minimale est de 90 pour cent en poids. Une teneur maximale totale de 5 pour cent en poids de semences d'espèces cultivées similaires n'est pas considérée comme une impureté.

## ANNEXE V

## Poids des lots et des échantillons

Espèces	Poids maximal d'un lot (tonnes)	Poids minimal d'un échantillon à prélever sur un lot (grammes)	Poids de l'échantillon pour les dénombrements visés aux colonnes 12 à 14 du tableau figurant à l'annexe II, section I, point 2 A et aux colonnes 3 à 7 du tableau figurant à l'annexe II section II point 2 A (grammes)
1	2	3	4
<b>POACEAE (Gramineae)<sup>(1)</sup></b>			
<i>Agrostis canina</i>	10	50	5
<i>Agrostis capillaris</i>	10	50	5
<i>Agrostis gigantea</i>	10	50	5
<i>Agrostis stolonifera</i>	10	50	5
<i>Alopecurus pratensis</i>	10	100	30
<i>Arrhenatherum elatius</i>	10	200	80
<i>Bromus catharticus</i>	10	200	200
<i>Bromus sitchensis</i>	10	200	200
<i>Cynodon dactylon</i>	10	50	5
<i>Dactylis glomerata</i>	10	100	30
<i>Festuca arundinacea</i>	10	100	50
<i>Festuca filiformis</i>	10	100	30
<i>Festuca ovina</i>	10	100	30
<i>Festuca pratensis</i>	10	100	50
<i>Festuca rubra</i>	10	100	30
<i>Festuca trachyphylla</i>	10	100	30
× <i>Festulolium</i>	10	200	60
<i>Lolium multiflorum</i>	10	200	60
<i>Lolium perenne</i>	10	200	60
<i>Lolium</i> × <i>hybridum</i>	10	200	60
<i>Phalaris aquatica</i>	10	100	50
<i>Phleum nodosum</i>	10	50	10

<i>Phleum pratense</i>	10	50	10
<i>Poa annua</i>	10	50	10
<i>Poa nemoralis</i>	10	50	5
<i>Poa palustris</i>	10	50	5
<i>Poa pratensis</i>	10	50	5
<i>Poa trivialis</i>	10	50	5
<i>Trisetum flavescens</i>	10	50	5
<b>FABACEAE (Leguminosae)</b>			
<i>Biserrula pelecinus</i>	10	30	3
<i>Galega orientalis Lam.</i>	10	250	200
<i>Hedysarum coronarium:</i>			
- fruit	10	1000	300
- graine	10	400	120
<i>Lathyrus cicera</i>	25	1 000	140
<i>Lotus corniculatus</i>	10	200	30
<i>Lupinus albus</i>	25	1000	1000
<i>Lupinus angustifolius</i>	25	1000	1000
<i>Lupinus luteus</i>	25	1000	1000
<i>Medicago doliota</i>	10	100	10
<i>Medicago italica</i>	10	100	10
<i>Medicago littoralis</i>	10	70	7
<i>Medicago lupulina</i>	10	300	50
<i>Medicago murex</i>	10	50	5
<i>Medicago polymorpha</i>	10	70	7
<i>Medicago rugosa</i>	10	180	18
<i>Medicago sativa</i>	10	300	50
<i>Medicago scutellata</i>	10	400	40
<i>Medicago truncatula</i>	10	100	10
<i>Medicago × varia</i>	10	300	50
<i>Onobrychis viciifolia:</i>			
- fruit	10	600	600
- graine	10	400	400
<i>Ornithopus compressus</i>	10	120	12
<i>Ornithopus sativus</i>	10	90	9

<i>Pisum sativum</i>	25	1000	1000
<i>Trifolium alexandrinum</i>	10	400	60
<i>Trifolium fragiferum</i>	10	40	4
<i>Trifolium glanduliferum</i>	10	20	2
<i>Trifolium hirtum</i>	10	70	7
<i>Trifolium hybridum</i>	10	200	20
<i>Trifolium incarnatum</i>	10	500	80
<i>Trifolium isthmocarpum</i>	10	100	3
<i>Trifolium michelianum</i>	10	25	2
<i>Trifolium pratense</i>	10	300	50
<i>Trifolium repens</i>	10	200	20
<i>Trifolium resupinatum</i>	10	200	20
<i>Trifolium squarrosum</i>	10	150	15
<i>Trifolium subterraneum</i>	10	250	25
<i>Trifolium vesiculosum</i>	10	100	3
<i>Trigonella foenum-graecum</i>	10	500	450
<i>Vicia benghalensis</i>	20	1 000	120
<i>Vicia faba</i>	30	1000	1000
<i>Vicia pannonica</i>	30	1000	1000
<i>Vicia sativa</i>	30	1000	1000
<i>Vicia villosa</i>	30	1000	1000
<b>AUTRES ESPÈCES</b>			
<i>Brassica napus</i> var. <i>napobrassica</i>	10	200	100
<i>Brassica oleracea</i> convar. <i>acephala</i> var. <i>medullosa</i> + var. <i>viridis</i>	10	200	100
<i>Phacelia tanacetifolia</i>	10	300	40
<i>Plantago lanceolata</i>	5	20	2
<i>Raphanus sativus</i> var. <i>oleiformis</i>	10	300	300

(1) Le poids maximal d'un lot peut être augmenté à 25 tonnes si le fournisseur a été autorisé à cet effet par l'organisme de contrôle.

Le poids maximal d'un lot ne peut être dépassé de plus de 5 pour cent.

**ANNEXE VI****MARQUAGE****A. Étiquette officielle****1° Indications prescrites****a) Pour les semences de base et les semences certifiées :**

1. « Règles et normes CE »,
2. Service de certification et État membre ou leur sigle,
3. Numéro d'ordre attribué officiellement,
4. Numéro de référence du lot,
5. Mois et année de la fermeture exprimés par la mention : « fermé ... » (mois et année) ou mois et année du dernier prélèvement officiel d'échantillons en vue de la certification, exprimés par la mention: « échantillonné ... » (mois et année),
6. Espèce, indiquée au moins par sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, en caractère latins. Dans le cas de *Festulolium*, les noms des espèces appartenant au genre *Festuca* et *Lolium* sont indiqués,
7. Variété, indiquée au moins en caractères latins,
8. Catégorie,
9. Pays de production,
10. Poids net ou brut déclaré ou nombre déclaré de graines pures,
11. En cas d'indication de poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total,
12. Pour les semences certifiées de la deuxième reproduction et des reproductions suivantes à partir de semences de base : nombre de générations à partir des semences de base,
13. Pour les semences de variétés de graminées n'ayant pas subi un examen de la valeur culturale et d'utilisation, conformément à l'article 4 paragraphe 2 point a) de la directive 70/457/CEE, concernant le catalogue commun : « non destinées à être utilisées en tant que plantes fourragères »,
14. Dans le cas où au moins la germination a été réanalysée, les mots « réanalysée ... » (mois et année) et le service responsable de cette réanalyse peuvent être mentionnés. Ces indications peuvent être données sur une vignette adhésive officielle apposée sur l'étiquette officielle.

**b) Pour les semences commerciales :**

1. « Règles et normes CE »,
2. « Semences commerciales (non certifiées pour la variété) »,
3. Service de contrôle et État membre ou leur sigle,
4. Numéro d'ordre attribué officiellement,
5. Numéro de référence du lot,
6. Mois et année de la fermeture exprimés par la mention : « fermé ... » (mois et année) ou mois et année du dernier prélèvement officiel d'échantillons en vue de la décision pour l'approbation en tant que semences commerciales, exprimés par la mention: « échantillonné... » (mois et année),
7. Espèce, indiquée au moins par sa dénomination botanique qui peut figurer sous forme agrégée et sans les noms des auteurs, en caractères latins. En ce qui concerne les lupins, il doit être indiqué qu'il s'agit de lupins amers ou lupins doux,
8. Région de productions,
9. Poids net ou brut déclaré ou nombre déclaré de graines pures,
10. En cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total,

11. Dans le cas où au moins la germination a été réanalysée, les mots « réanalysée ... » (mois et année) et le service responsable de cette réanalyse peuvent être mentionnés. Ces indications peuvent être données sur une vignette adhésive officielle apposée sur l'étiquette officielle.

c) Pour les mélanges de semences :

1. « Mélange de semences pour ... (utilisation prévue) »,
2. Service qui a procédé à la fermeture et État membre ou leur sigle,
3. Numéro d'ordre attribué officiellement,
4. Numéro de référence du lot,
5. Mois et année de la fermeture exprimés par la mention : « fermé ... » (mois et année),
6. proportion et poids des différents composants indiqués selon les espèces et, le cas échéant, les variétés et, dans les deux cas, au moins en caractères latins. Dans le cas de *Festulolium*, les noms des espèces appartenant au genre *Festuca* et *Lolium* sont indiqués. La mention de la dénomination du mélange est suffisante si la proportion en poids est portée par écrit à la connaissance de l'acheteur et si elle est officiellement déposée,
7. poids net ou brut déclaré ou nombre déclaré de graines pures,
8. en cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total,
9. dans le cas où au moins la germination de tous les composants du mélange a été réanalysée, les mots « réanalysée ... » (mois et année) et le service responsable de cette réanalyse peuvent être mentionnés. Ces indications peuvent être données sur une vignette adhésive officielle apposée sur l'étiquette officielle.

2° Dimensions minimales

110 mm x 67 mm.

## **B. Étiquette du fournisseur ou inscription sur l'emballage (petit emballage CE)**

Indications prescrites

a) Pour les semences certifiées :

1. « Petit emballage CE B »,
2. Nom et adresse du fournisseur responsable du marquage ou sa marque d'identification,
3. Numéro d'ordre attribué officiellement,
4. Service ayant attribué le numéro d'ordre et nom de l'État membre ou leur sigle,
5. Numéro de référence pour autant que le numéro d'ordre officiel ne permet pas d'identifier le lot certifié,
6. Espèce, indiquée au moins en caractères latins,
7. Variété, indiquée au moins en caractères latins,
8. « Catégorie »,
9. poids brut ou net ou nombre de graines pures,
10. en cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total,
11. pour les semences de variétés de graminées n'ayant pas subi un examen de la valeur culturale et d'utilisation, conformément à l'article 4 paragraphe 2 point a) de la directive 70/457/CEE concernant le catalogue commun : « non destinées à être utilisées en tant que plantes fourragères ».

b) Pour les semences commerciales :

1. « Petit emballage CE B »,
2. Nom et adresse du fournisseur responsable du marquage ou sa marque d'identification,
3. Numéro d'ordre attribué officiellement,
4. Service ayant attribué le numéro d'ordre et nom de l'État membre ou leur sigle,
5. Numéro de référence pour autant que le numéro d'ordre officiel ne permet pas d'identifier le lot contrôlé,
6. Espèce (1), indiquée au moins en caractères latins, en ce qui concerne les lupins, il doit être indiqué s'il s'agit de lupins amers ou lupins doux,
7. « Semences commerciales »,

8. Poids brut ou net ou nombre de graines pures,
9. En cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total.

c) Pour les mélanges de semences :

1. « Petit emballage CE A » ou « Petit emballage CE B »,
2. Nom et adresse du fournisseur responsable du marquage ou sa marque d'identification,
3. Petit emballage CE B : numéro d'ordre attribué officiellement,
4. Petit emballage CE B : service ayant attribué le numéro d'ordre et nom de l'État membre ou leur sigle,
5. Petit emballage CE B : numéro de référence pour autant que le numéro d'ordre officiel ne permet pas d'identifier les lots utilisés,
6. Petit emballage CE A : numéro de référence permettant d'identifier les lots utilisés,
7. Petit emballage CE A : nom de l'État membre ou son sigle,
8. « Mélanges de semences pour ... (utilisation prévue) »,
9. Poids net ou brut ou nombre de graines pures,
10. En cas d'indication du poids et d'emploi des pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total,
11. proportion en poids des différents constituants indiqués selon les espèces et, le cas échéant, selon les variétés indiquées, dans les deux cas, au moins en caractères latins. Une partie seulement de ces mentions, pour autant que les États membres les aient rendues obligatoires pour les petits emballages produits sur leur territoire, ainsi que la mention de la dénomination du mélange, sont suffisantes si la proportion en poids peut être communiquée à l'acheteur sur sa demande et si elle est déposée officiellement.



**ANNEXE VII****Étiquette et document prévus dans le cas de semences non certifiées définitivement et récoltées dans un autre État membre****A. Indications à porter sur l'étiquette**

1. Autorité responsable de l'inspection sur pied et État membre ou leurs sigles.
2. Numéro d'ordre attribué officiellement.
3. Espèce, indiquée au moins par sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, en caractères latins.
4. Variété, indiquée au moins en caractères latins.
5. Catégorie.
6. Numéro de référence du champ ou du lot.
7. Poids net ou brut déclaré.
8. Les mots « semences non certifiées définitivement ».

**B. Couleur de l'étiquette**

L'étiquette est de couleur grise.

**C. Indications devant figurer dans le document**

1. Autorité délivrant le document.
2. Numéro d'ordre attribué officiellement.
3. Espèce, indiquée au moins par sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, en caractères latins.
4. Variété, indiquée au moins en caractères latins.
5. Catégorie.
6. Numéro de référence des semences employées et nom du pays ou des pays ayant procédé à leur certification.
7. Numéro de référence du champ ou du lot.
8. Surface cultivée pour la production du lot couvert par le document.
9. Quantité de semences récoltées et nombre d'emballages.
10. Nombre de générations après les semences de base, dans le cas de semences certifiées.
11. Attestation que les conditions auxquelles doit satisfaire la culture dont les semences proviennent ont été remplies.
12. Le cas échéant, résultats d'une analyse préliminaire des semences.

## ANNEXE VIII

### Étiquette OCDE

- 1° Forme : l'étiquette doit avoir une forme rectangulaire (rapport 1,75 x 1).
- 2° Couleur : La couleur de l'étiquette doit être
  - blanche pour les semences de base
  - bleue pour les semences certifiées et les semences certifiées de la 1<sup>ère</sup> reproduction
  - rouge pour les semences certifiées de la 2<sup>e</sup> reproduction.
- 3° Référence au système de l'OCDE : Le nom du système de l'OCDE est imprimé au recto et au verso de l'étiquette dans une partie surimprimée en noir. L'une des faces porte les mots « OECD Seed Scheme » et l'autre « Système de l'OCDE pour les semences ».
- 4° Inscription prescrites sur une des faces de l'étiquette :
  - Espèce (nom latin)
  - Nom de la variété (cultivar)
  - Catégorie
  - Numéro de référence du lot.
- 5° Indications prescrites au verso de l'étiquette : nom et adresse de l'autorité nationale désignée responsable pour la mise en application du système OCDE pour les semences.
- 6° Langues : Tous les renseignements portés sur l'étiquette doivent être rédigés soit en anglais, soit en français, à l'exception du nom du système qui doit être à la fois en français et en anglais comme indiqué sous le point 3 ci-dessus.

## ANNEXE IX

### **Certificat délivré conformément au système de l'OCDE pour la certification variétale des semences de plantes fourragères destinées au commerce international**

SEMENCES DE BASE\*

SEMENCES CERTIFIÉES\*

Nom de l'autorité désignée délivrant le certificat :

Espèce :

Variété (cultivar) :

N° de référence :

Nombre d'emballages :

Poids déclaré du lot :

Le lot de semences portant ce numéro de référence a été produit conformément aux dispositions du système de l'OCDE pour les semences de plantes oléagineuses et à fibres et il est approuvé comme :

\*Semences de base (étiquette blanche)

\*Semences certifiées de première génération (étiquette bleue)

\*Semences certifiées de deuxième génération (étiquette rouge)

a) Signature :

b) Lieu et date :

\*Rayer la mention inutile

\_\_\_\_\_



**Règlement grand-ducal du 30 mai 2018 modifiant le règlement grand-ducal du 24 août 2016 instituant une prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales, et notamment son chapitre 20 ;

Vu la loi modifiée du 30 novembre 1976 portant réorganisation de l'administration des services techniques de l'agriculture ;

Vu la loi modifiée du 25 février 1980 portant organisation du service d'économie rurale ;

Vu la loi modifiée du 12 août 2003 portant réorganisation de l'Institut viti-vinicole ;

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil, tel que modifié, et notamment son article 28 ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), tel que modifié ;

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil, tel que modifié ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité, tel que modifié ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité, tel que modifié ;

Vu la fiche financière ;

Vu l'avis de la Chambre d'agriculture ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, Notre Ministre de l'Environnement et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

*Arrêtons :*

**Art. 1<sup>er</sup>.**

L'article 2, point 5 du règlement grand-ducal du 24 août 2016 instituant une prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement est remplacé par la disposition suivante :

« 5. unité de gros bétail : l'unité de mesure du cheptel bovin, ovin, caprin et équidé prévue par le tableau de conversion figurant à l'annexe I du règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2015 portant application, au Grand-Duché de Luxembourg, des règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune » .

**Art. 2.**

L'article 5, point 3 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« 3. À l'exception des parcelles couvertes par un engagement agro-environnemental ou par un régime d'aide à la sauvegarde de la diversité biologique prévoyant une interdiction de fumure, ainsi que des pâturages ne permettant pas l'accès aux tracteurs agricoles en vue d'un épandage mécanique d'engrais, le sol de chaque parcelle doit faire l'objet d'une analyse par un laboratoire compétent en la matière quant à sa teneur en éléments nutritifs majeurs, à l'exception de celle en azote. Les parcelles viticoles sont à analyser complémentirement sur le carbone organique dans l'horizon de surface.

L'exploitant souscrivant un premier engagement doit présenter cette analyse :

- a) pour la moitié des terres de l'exploitation endéans un délai de trois ans et pour la totalité des terres de l'exploitation endéans un délai de cinq ans ;
- b) pour l'ensemble des terres nouvellement exploitées au cours de l'engagement endéans un délai de trois ans ;
- c) pour les nouvelles parcelles issues d'une scission d'une parcelle endéans un délai de trois ans.

L'exploitant ayant souscrit un engagement au cours de la période de programmation précédente doit disposer d'une analyse :

- a) de moins de cinq ans pour chaque parcelle et à tout moment de l'engagement ;
- b) pour l'ensemble des terres nouvellement exploitées au cours de l'engagement endéans un délai de trois ans ;
- c) pour les nouvelles parcelles issues d'une scission d'une parcelle endéans un délai de trois ans.

La prise d'échantillons doit être effectuée conformément à l'annexe II ».

**Art. 3.**

À l'article 8, les points 1 et 2 du même règlement sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 1. Tous les fertilisants organiques produits ou utilisés sur l'exploitation agricole doivent être analysés sur la teneur en éléments nutritifs majeurs, si la production est supérieure à cent tonnes par an ou supérieure à 200 m<sup>3</sup> par an.

2. L'exploitant souscrivant un premier engagement doit présenter cette analyse endéans un délai de trois ans.

L'exploitant ayant souscrit un engagement au cours de la période de programmation précédente doit disposer d'une analyse :

- a) de moins de cinq ans à tout moment de l'engagement ;
- b) pour les fertilisants organiques n'ayant pas encore fait l'objet d'une analyse endéans un délai de trois ans ».

**Art. 4.**

À l'article 10, point 3 du même règlement, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 1<sup>er</sup>, deuxième phrase, est remplacé par la disposition suivante :

« La période à prendre en compte pour établir le bilan de la fumure de fond est de cinq années culturales ».

2° L'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Les exceptions prévues à l'annexe I, point 1, alinéa 3, premier tiret sont applicables. En outre, la fertilisation potassique par le biais d'engrais organiques utilisés seuls n'est pas limitée à condition que le niveau maximal de deux unités fertilisantes par hectare prévu par la conditionnalité soit respecté, sans préjudice des limitations dans les zones de protection des eaux prévues à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ».

**Art. 5.**

L'article 11, point 2 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« 2. En l'absence d'un ensemencement d'une nouvelle culture ou d'une culture dérobée, l'emploi d'herbicides totaux est interdit après la récolte et jusqu'au 15 février ».

**Art. 6.**

L'article 12, paragraphe 2 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« Sur les parcelles de terres arables situées le long des cours d'eau, une bande herbacée de trois mètres de largeur doit être installée sur la parcelle agricole à partir de la crête de la berge. La carte des cours d'eau est publiée sur un site électronique par les soins du ministre ayant la Gestion de l'eau dans ses attributions ».

**Art. 7.**

L'article 13, point 2, lettre d) du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« d) les surfaces appartenant à une exploitation considérée comme étant affectée à la production biologique conformément au règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092/91 ».

**Art. 8.**

L'article 14, alinéa 2 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« Les surfaces utilisées pour la production de matières premières destinées à des fins non alimentaires font également partie des hectares admissibles et sont considérées comme terres arables pour le paiement de la prime ».

**Art. 9.**

À l'article 15 du même règlement sont apportées les modifications suivantes :

1° Le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque les surfaces d'intérêt écologique « entretien du paysage » en vertu de l'article 13, point 2 constituent moins de 5 pour cent de la surface en prairies permanentes, les montants s'élèvent par année culturale et par hectare à :

1. 85 euros pour les prairies permanentes et
2. 60 euros pour les terres arables ».

2° Au paragraphe 3, alinéa 4, la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Les montants prévus au présent paragraphe sont alloués pendant une période de transition de trois ans pour les demandes d'adhésion introduites avant le 31 décembre 2017 ».

3° Le paragraphe 4, alinéa 1 est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque les surfaces d'intérêt écologique « entretien du paysage » en vertu de l'article 2, point 21 constituent au moins 10 pour cent de la surface en prairies permanentes, un supplément de prime est payé pour les prairies permanentes ».

**Art. 10.**

À l'article 29, paragraphe 3 du même règlement sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Aux fins de la vérification des conditions précisées aux points 1 à 4, sont prises en compte les données de l'année culturale précédant celle au titre de laquelle la demande d'adhésion est introduite ».

2° Le paragraphe 3 est complété par l'alinéa suivant :

« Toute demande d'adhésion pour le présent régime doit être introduite auprès du Service d'économie rurale ou de l'Institut viti-vinicole pour le 1<sup>er</sup> août 2018 au plus tard ».

**Art. 11.**

À l'annexe I du même règlement sont apportées les modifications suivantes :

1° Au point 1, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par le libellé suivant :

« La période à prendre en compte pour établir le bilan de la fumure de fond est de cinq années culturales. Ces valeurs concernent, en règle générale, aussi bien les fertilisants minéraux que les fertilisants organiques et les autres amendements contenant du phosphore.

Toutefois dans le cadre des valeurs limites de la classe E :

- pour les sols agricoles à teneur en P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> inférieure ou égale à 40 mg/100 g, la fertilisation phosphatée par le biais d'engrais organiques d'origine agricole utilisés seuls n'est pas limitée à condition que le niveau maximal de deux unités fertilisantes par hectare, respectivement les limites respectives fixées dans les zones de protection des eaux, prévu par la conditionnalité, soit respecté.
- pour les sols viticoles ayant une teneur en matière organique inférieure ou égale à deux pour cent C<sub>org</sub> dans l'horizon de surface (0 - 30 cm), la fertilisation phosphatée par le biais d'engrais organiques d'origine agricole ou d'engrais organiques d'origine végétale utilisés seuls n'est pas limitée à condition que le niveau maximal de deux unités fertilisantes par hectare, respectivement les limites respectives fixées dans les zones de protection des eaux, prévu par la conditionnalité, soit respecté.

- pour les sols horticoles ayant une teneur en matière organique inférieure ou égale à quatre pour cent  $C_{org}$  (sols légers, classe L), cinq pour cent (sols moyens et lourds du Gutland, classe M et S), six pour cent (sols de l'Oesling, classe OM) dans l'horizon de surface (0 - 25 cm), la fertilisation phosphatée par le biais d'engrais organiques d'origine agricole ou d'engrais organiques d'origine végétale utilisés seuls n'est pas limitée à condition que le niveau maximal de deux unités fertilisantes par hectare, respectivement les limites respectives fixées dans les zones de protection des eaux, prévu par la conditionnalité, soit respecté ».

2° L'intitulé du point 1, A de l'annexe I est remplacé par l'intitulé suivant :

« A. Classification en fonction du résultat d'analyses selon l'extractif Calcium-Acétate-Lactate appliqué par le « Verband Deutscher Landwirtschaftlicher Untersuchungs- und Forschungsanstalten » et du type de sol » :

**Art. 12.**

À l'annexe III du même règlement, l'intitulé du point A est remplacé par l'intitulé suivant :

« A. Classification en fonction du résultat d'analyses selon l'extractif Calcium-Acétate-Lactate appliqué par le « Verband Deutscher Landwirtschaftlicher Untersuchungs- und Forschungsanstalten » et du type de sol » :

**Art. 13.**

À l'annexe IV du même règlement, le principe suivant est remplacé de la manière suivante :

	Disposition	Base légale	Cas de non-conformité constaté	Evaluation
E.1.101	<p>La fumure au phosphore doit respecter certaines valeurs limites annuelles, qui découlent de l'analyse du sol, selon les tableaux A (analyses) et B (valeurs limites) suivants.</p> <p>La période à prendre en compte pour établir le bilan de la fumure de fond est de cinq années culturales. Ces valeurs concernent, en règle générale, aussi bien les fertilisants minéraux que les fertilisants organiques et les autres amendements contenant du phosphore.</p> <p>Toutefois dans le cadre des valeurs limites de la classe E :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les sols agricoles à teneur en <math>P_2O_5</math> inférieure ou égale à 40 mg/100 g, la fertilisation phosphatée par le biais d'engrais organiques d'origine agricole utilisés seuls n'est pas limitée à condition que le niveau maximal de deux unités fertilisantes par hectare, respectivement les limites respectives fixées dans les zones de protection des eaux, prévu par la conditionnalité, soit respecté.</li> <li>- pour les sols viticoles ayant une teneur en matière organique inférieure ou égale à deux pour cent <math>C_{org}</math> dans l'horizon de surface (0 - 30 cm), la fertilisation phosphatée par le biais d'engrais organiques d'origine agricole ou d'engrais organiques d'origine végétale utilisés seuls n'est pas limitée à condition que le niveau maximal de deux unités fertilisantes par hectare, respectivement les limites respectives fixées dans les zones de protection des eaux, prévu par la conditionnalité, soit respecté.</li> <li>- pour les sols horticoles ayant une teneur en matière organique inférieure ou égale à quatre pour cent <math>C_{org}</math> (sols légers, classe L), cinq pour cent (sols moyens et lourds du Gutland, classe M et S), six pour cent (sols de l'Oesling, classe OM) dans l'horizon de surface (0 - 25 cm), la fertilisation phosphatée par le biais d'engrais organiques d'origine agricole ou d'engrais organiques d'origine végétale utilisés seuls n'est pas limitée à condition que le niveau maximal de deux unités fertilisantes par hectare,</li> </ul>	Annexe I point 1	<p>Pour les valeurs limites annuelles de la classe E de l'annexe I :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- fertilisation minérale au <math>P_2O_5</math> appliquée sur une parcelle</li> <li>- fertilisation minérale au <math>P_2O_5</math> appliquée sur 2 à 5 parcelles</li> <li>- fertilisation minérale au <math>P_2O_5</math> appliquée sur plus de 5 parcelles</li> </ul> <p>Pour le bilan de la fumure de fond au <math>P_2O_5</math> de l'annexe I :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dépassement de la norme inférieure à 5 %</li> <li>- dépassement de la norme supérieur ou égal à 5 % sur moins de 5 % de la surface de l'exploitation</li> <li>- dépassement de la norme supérieur ou égal à 5 % sur 5 % ou plus de la surface de l'exploitation</li> </ul> <p>Pour les sols agricoles à teneur en <math>P_2O_5</math> supérieure à 40 mg/100 g.</p>	<p>5</p> <p>10</p> <p>30</p> <p>10</p> <p>20</p> <p>50</p>



	Disposition	Base légale	Cas de non-conformité constaté	Evaluation
	respectivement les limites respectives fixées dans les zones de protection des eaux, prévu par la conditionnalité, soit respecté.		<p>Pour les sols viticoles ayant une teneur en matière organique supérieure à deux pour cent C<sub>org</sub> dans l'horizon de surface (0 - 30 cm) et pour les sols horticoles ayant une teneur en matière organique supérieure à quatre pour cent C<sub>org</sub> (sols légers, classe L), cinq pour cent (sols moyens et lourds du Gutland, classe M et S), six pour cent (sols de l'Oesling, classe OM) dans l'horizon de surface (0 - 25 cm) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fertilisation organique sur une surface inférieure à 1 % de la surface de l'exploitation</li> <li>- Fertilisation organique sur une surface supérieure ou égale à 1 % et inférieure à 5 % de la surface de l'exploitation</li> <li>- Fertilisation organique sur une surface supérieure ou égale à 5 % et inférieure à 10 % de la surface de l'exploitation</li> <li>- Fertilisation organique sur une surface supérieure ou égale à 10 % de la surface de l'exploitation</li> </ul>	<p>5</p> <p>20</p> <p>50</p> <p>100</p>

**Art. 14.**

À l'annexe V du même règlement, les principes suivants sont remplacés de la manière suivante :

	Disposition	Base légale	Cas de non-conformité constaté	Evaluation
F.1.101	<p>Un membre de l'exploitation affilié au régime agricole auprès du Centre commun de la sécurité sociale ou un responsable chargé de la gestion journalière de l'exploitation doit suivre au cours des trois premières années de l'engagement une formation de 10 heures en agro-écologie et en protection de l'environnement.</p> <p>Ladite formation doit comprendre 4 heures de formation pratique et 6 heures de formation théorique.</p>	Article 4	<p>10 heures de formation suivie mais :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- maximum 2 heures de formation pratique manquent</li> <li>- plus de 2 heures de formation pratique manquent</li> <li>- maximum 2 heures de formation théorique manquent</li> <li>- plus de 2 heures de formation théorique manquent</li> </ul>	<p>5</p> <p>10</p> <p>5</p> <p>10</p>

	Disposition	Base légale	Cas de non-conformité constaté	Evaluation
			Formation manquante de 2 heures ou moins	10
			Formation manquante de plus de 2 heures et moins de 5 heures	30
			Formation manquante de 5 heures ou plus	100
F.1.104	<p>À l'exception des parcelles couvertes par un engagement agro-environnemental ou par un régime d'aide à la sauvegarde de la diversité biologique prévoyant une interdiction de fumure, ainsi que des pâturages ne permettant pas l'accès aux tracteurs agricoles en vue d'un épandage mécanique d'engrais, le sol de chaque parcelle doit faire l'objet d'une analyse par un laboratoire compétent en la matière quant à sa teneur en éléments nutritifs majeurs, à l'exception de celle en azote. Les parcelles viticoles sont à analyser complémentirement sur le carbone organique dans l'horizon de surface.</p> <p>L'exploitant souscrivant un premier engagement doit présenter cette analyse :</p> <p>a) pour la moitié des terres de l'exploitation endéans un délai de trois ans et pour la totalité des terres de l'exploitation endéans un délai de cinq ans ;</p> <p>b) pour l'ensemble des terres nouvellement exploitées au cours de l'engagement endéans un délai de trois ans ;</p> <p>c) pour les nouvelles parcelles issues d'une scission d'une parcelle endéans un délai de trois ans.</p> <p>L'exploitant ayant souscrit un engagement au cours de la période de programmation précédente doit disposer d'une analyse :</p> <p>a) de moins de cinq ans pour chaque parcelle et à tout moment de l'engagement ;</p> <p>b) pour l'ensemble des terres nouvellement exploitées au cours de l'engagement endéans un délai de trois ans ;</p> <p>c) pour les nouvelles parcelles issues d'une scission d'une parcelle endéans un délai de trois ans.</p> <p>La prise d'échantillons doit être effectuée conformément à l'annexe II.</p>	Article 5 point 3	<p>Analyses du sol manquantes pour une surface de l'exploitation inférieure ou égale à 5 %</p> <p>Analyses du sol manquantes pour une surface de l'exploitation supérieure à 5 % et inférieure ou égale à 20 %</p> <p>Analyses du sol manquantes pour une surface de l'exploitation supérieure à 20 % et inférieure ou égale à 50 %</p> <p>Analyses du sol manquantes pour une surface de l'exploitation supérieure à 50 %</p>	<p>5</p> <p>10</p> <p>30</p> <p>100</p>
F.2.101	<p>Tous les fertilisants organiques produits ou utilisés sur l'exploitation agricole doivent être analysés sur la teneur en éléments nutritifs majeurs, si la production est supérieure à cent tonnes par an ou supérieure à 200 m<sup>3</sup> par an.</p> <p>L'exploitant souscrivant un premier engagement doit présenter cette analyse endéans un délai de trois ans.</p> <p>L'exploitant ayant souscrit un engagement au cours de la période de programmation précédente doit disposer d'une analyse :</p> <p>a) de moins de cinq ans à tout moment de l'engagement ;</p> <p>b) pour les fertilisants organiques n'ayant pas encore fait l'objet d'une analyse endéans un délai de trois ans.</p> <p>Pour les exploitations disposant d'une installation de biométhanisation, le digestat doit être analysé annuellement.</p>	Article 8 points 1, 2 et 3	<p>Au moins une analyse a été effectuée dans les délais :</p> <p>- les analyses des fertilisants supplémentaires datent de moins de 6 ans ;</p> <p>- les analyses des fertilisants supplémentaires datent de 6 ans ou plus</p> <p>Aucun fertilisant organique n'a été analysé dans les délais, mais au moins une analyse date de moins de 6 ans</p> <p>Aucun fertilisant organique n'a été analysé</p> <p>Pour les exploitations disposant d'une</p>	<p>5</p> <p>10</p> <p>30</p> <p>50</p>

	Disposition	Base légale	Cas de non-conformité constaté	Evaluation
			installation de biométhanisation : - analyse datant de plus d'un an mais moins de deux ans - analyse de deux ans et plus	50 100
F.2.105	<p>Suite à l'analyse du sol et selon les besoins des cultures, la fumure de fond annuelle doit être effectuée suivant les normes définies à l'annexe III. La période à prendre en compte pour établir le bilan de la fumure de fond est de cinq années culturales.</p> <p>Les exceptions prévues à l'annexe I, point 1, alinéa 3, premier tiret sont applicables. En outre, la fertilisation potassique par le biais d'engrais organiques utilisés seuls n'est pas limitée à condition que le niveau maximal de deux unités fertilisantes par hectare prévu par la conditionnalité soit respecté, sans préjudice des limitations dans les zones de protection des eaux prévues à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.</p>	Article 10 point 3	<p>Pour les valeurs limites annuelles de la classe E de l'annexe III :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- fertilisation minérale au P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> et K<sub>2</sub>O appliquée sur une parcelle 10</li> <li>- fertilisation minérale au P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> et K<sub>2</sub>O appliquée sur 2 à 5 parcelles 30</li> <li>- fertilisation minérale au P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> et K<sub>2</sub>O appliquée sur plus de 5 parcelles 100</li> <li>- fertilisation minérale au P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> et K<sub>2</sub>O appliquée et dépassement de la norme seulement de 1 mg/100 g P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> et K<sub>2</sub>O 5</li> <li>- fertilisation minérale au P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> et K<sub>2</sub>O appliquée et analyse de l'année suivante ne tombe plus sous la classe E 5</li> </ul> <p>Pour le bilan de la fumure de fond de l'annexe III :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dépassement de la norme inférieur à 5 % 10</li> <li>- dépassement de la norme supérieur ou égal à 5 % sur moins de 5 % de la surface de l'exploitation 20</li> <li>- dépassement de la norme supérieur ou égal à 5 % sur 5 % ou plus de la surface de l'exploitation 50</li> </ul>	<p>Article 10 point 3 Article 31, paragraphe 5 100 %</p> <p>Article 10 point 3 Article 31, paragraphe 5 100 %</p>

	Disposition	Base légale	Cas de non-conformité constaté	Evaluation
			égal à 5 % sur 5 % ou plus de la surface de l'exploitation.	
F.2.110	En l'absence d'un ensemencement d'une nouvelle culture ou d'une culture dérobée, l'emploi d'herbicides totaux est interdit après la récolte et jusqu'au 15 février.	Article 11 point 2	En l'absence d'un ensemencement, emploi d'herbicides totaux : - le 14 février ; - du 1 <sup>er</sup> au 13 février ; - avant le 1 <sup>er</sup> février.	5 10 50
F.2.112	Les terres consacrées aux prairies permanentes ne peuvent être réaffectées sans autorisation préalable et sous les conditions suivantes : a) en cas de conversion d'une partie des prairies permanentes de l'exploitation en terres arables : <ul style="list-style-type: none"> <li>• une surface de cultures arables doit être ensemencée en prairies permanentes au moyen d'un mélange approprié durant l'année de la conversion ou une surface de prairies temporaires doit être réaffectée aux prairies permanentes,</li> <li>• la surface totale ainsi réaffectée doit correspondre à au moins 95 pour cent de la surface de prairies permanentes concernée par la conversion,</li> <li>• peut faire l'objet d'une conversion en terres arables par an au maximum 6 hectares de la surface en prairies permanentes si celle-ci est inférieure à 60 hectares et au maximum 10 pour cent de la surface en prairies permanentes si celle-ci est supérieure ou égale à 60 hectares,</li> </ul> b) en cas de renouvellement des prairies permanentes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le réensemencement doit avoir lieu sur la même parcelle agricole, au plus tard l'année suivant la destruction de la végétation herbacée de la prairie permanente, au moyen d'un mélange approprié,</li> <li>• peut faire l'objet d'une conversion en terres arables par an au maximum 6 hectares de la surface en prairies permanentes si celle-ci est inférieure à 60 hectares et au maximum 10 pour cent de la surface en prairies permanentes si celle-ci est supérieure ou égale à 60 hectares,</li> </ul> c) lorsqu'un agriculteur effectue une réorientation importante de son exploitation, que l'orientation technico-économique de l'exploitation ne convient pas à l'exploitation de prairies permanentes ou que l'exploitant change l'affectation des prairies permanentes touchées par un remembrement, l'exploitant doit présenter un projet de réaffectation de ses prairies permanentes au Service d'économie rurale qui consulte l'Administration des services techniques de l'agriculture afin de vérifier si cette réaffectation ne porte pas préjudice aux intérêts environnementaux. Le cas échéant, l'autorisation de réaffectation peut être subordonnée à un engagement en faveur de l'environnement.	Article 12 point 1	Absence d'autorisation dans les cas a), b) et c), mais surface labourée inférieure à 30 ares Absence d'autorisation dans les cas a), b) et c), mais surface labourée inférieure à 6 ha ou 10 % de la surface en prairies permanentes Absence d'autorisation dans les cas a), b) et c), mais surface labourée supérieure à 6 ha ou 10 % de la surface en prairies permanentes Ensemencement notifié sous a) non effectué ou réensemencement la deuxième année sous b) non effectué Non-respect des conditions de l'autorisation dans les cas a), b) et c) ou réensemencement non effectué suite à une notification ou un refus de la part de l'autorité compétente	5 10 50 100 100
F.2.113	Sur les parcelles de terres arables situées le long des cours d'eau, une bande herbacée de trois mètres de largeur doit être installée sur la parcelle agricole à partir de la crête de la berge. La carte des cours d'eau est publiée sur un site électronique par les soins du ministre ayant la Gestion de l'eau dans ses attributions.	Article 12 point 2	Bande herbacée entre 2 et 3 mètres : - sur 1 parcelle ; - sur plus d'une parcelle Bande herbacée de moins de 2 mètres :	5 10

	Disposition	Base légale	Cas de non-conformité constaté	Evaluation
			- sur 1 parcelle ; - sur plus d'une parcelle et moins de 5 parcelles La bande herbacée manque sur plus de 5 parcelles	10 30 100
F.2.115	<p>Il est interdit de retourner des prairies permanentes dans les zones sensibles sauf autorisation préalable dans des cas spécifiques. Sont considérées comme zones sensibles les zones suivantes :</p> <p>a) les zones faisant partie du réseau Natura 2000 au sens de l'article 34 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 précitée ;</p> <p>b) les zones protégées d'intérêt national au titre du chapitre 6 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 précitée ;</p> <p>c) les herbages sensibles contenant des plantes de la liste de l'annexe II du règlement grand-ducal du 10 septembre 2012 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural, viticole et forestier cartographiés par le département de l'Environnement et accessibles sur un site électronique installé à cet effet.</p> <p>L'article 23 du règlement grand-ducal du 30 juillet 2015 portant application, au Grand-Duché de Luxembourg, des règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune s'applique aux exploitations non soumises aux pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement au sens du chapitre 3 du règlement (UE) n° 1307/2013.</p>	Article 13 point 1	Retournement d'une prairie permanente dans une zone interdite inférieure à 30 ares Retournement d'une prairie permanente dans une zone interdite	5 50
F.2.116	<p>5 pour cent au moins de la surface en prairies permanentes doit être constitué de surfaces d'intérêt écologique « entretien du paysage ».</p> <p>Pour les exploitations agricoles n'atteignant pas les 5 pour cent, peuvent être comptabilisées les surfaces en prairies permanentes suivantes :</p> <p>a) les surfaces retenues dans le cadre des régimes d'aide prévus en exécution de l'article 28 du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil et ayant trait aux bandes extensives le long des éléments de structure du paysage ainsi que d'autres biotopes ayant un intérêt particulier, respectivement à des endroits critiques pour l'érosion et ayant trait aux bandes extensives le long de cours d'eau, des étangs et des lacs ;</p> <p>b) les surfaces retenues dans le cadre du régime d'aide ayant trait à l'extensification de la fertilisation et de l'utilisation des prairies (codes P4A et P4B – option sans fertilisation) prévu en exécution de l'article 28 du règlement (UE) n° 1305/2013 ;</p> <p>c) les surfaces retenues dans le cadre des régimes d'aide ayant trait à la sauvegarde de la diversité biologique ;</p> <p>d) les surfaces appartenant à une exploitation considérée comme étant affectée à la production biologique conformément au règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092/91.</p>	Article 13 point 2	<p>Pour les exploitations ayant atteint le pourcentage de 5 % au moment de l'engagement ou pendant la période de transition visée à l'article 15, paragraphe 3</p> <p>Surfaces d'intérêt écologique « entretien du paysage » et surfaces comptabilisées :</p> <p>- manquantes inférieures ou égales à 10 ares ;</p> <p>- inférieures à 5 % mais supérieures ou égales à 4.90 % ;</p> <p>- inférieures à 4.90 % mais supérieures ou égales à 4.50 % ;</p> <p>- inférieures à 4.50 % mais supérieures ou égales à 4.00 % ;</p> <p>- inférieures à 4 %.</p>	5 5 10 30 100

	<b>Disposition</b>	<b>Base légale</b>	<b>Cas de non-conformité constaté</b>	<b>Evaluation</b>
F.5.108	Il est interdit d'effectuer des traitements herbicides sur la surface entière de la parcelle viticole.	Article 21 point 1	Engagement non respecté sur une parcelle Herbicide utilisé sur une surface : - inférieure ou égale à 5 % de la surface viticole totale ; - supérieure à 5 % et inférieure à 30 % de la surface viticole totale ; - supérieure ou égale à 30 % de la surface viticole totale.	100 % par parcelle  5  50  100

**Art. 15.**

Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, Notre Ministre de l'Environnement et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

*Le Ministre de l'Agriculture,  
de la Viticulture et de la  
Protection des consommateurs,*  
**Fernand Etgen**

Palais de Luxembourg, le 30 mai 2018.  
**Henri**

*La Ministre de l'Environnement,*  
**Carole Dieschbourg**

*Le Ministre des Finances,*  
**Pierre Gramagna**

